

# *l'Anti*capitaliste

N°99 | JUILLET 2018 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



**SOUS L'IMPACT DE LA CRISE ET DES COUPS DE BOUTOIR DE TRUMP  
L'ORDRE MONDIAL SE FISSURE**



**SNCF: QUELQUES ENSEIGNEMENTS  
DE LA GRÈVE DU PRINTEMPS 2018**



**IL Y A QUELQUE CHOSE DE POURRI  
AU ROYAUME DE L'ART...**



**ITALIE  
LE GOUVERNEMENT DE TOUS LES DANGERS**

## EDITORIAL

**Julien Salingue** Macron et ses sbires nous prennent-ils pour des Bleus? **P3**

## PREMIER PLAN

**Ali Jonas** SNCF: quelques enseignements de la grève du printemps 2018 **P4**

**Entretien avec Georges Waters, militant au NPA Jeunes**

**Propos recueillis par Jean-Philippe Divès**

«Contre la loi ORE, il a manqué une direction, un plan de bataille

et un projet contre-hégémonique»

**P9**

## DOSSIER

**Jean-Philippe Divès** L'ordre mondial se fissure **P12**

**Pierre Rousset** Géopolitique chinoise **P16**

**Régine Vinon** Corée du Nord: qui est le méchant? **P20**

**Yann Cézard** L'impérialisme français aux rayons X du Moyen-Orient **P23**

## DIVERS

**Catherine Segala** Fondations privées, mécénat du CAC 40: il y a quelque chose de pourri au royaume de l'art... **P26**

**Antonello Zecca et Franco Turigliatto.** Traduction Bernard Chamayou. Italie: le gouvernement de tous les dangers **P30**

**Entretien avec Marie-Laure Dufresne-Castets, avocate en droit du travail**

**Propos recueillis par Camille Lefèbre**

«Le droit du travail est une course-poursuite éternelle.

Mais on ne s'avouera pas vaincu»

**P33**

## FOCUS

**Par Virginia de la Siega** Irlande, Argentine Deux victoires contre le patriarcat et l'Eglise **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA: <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une: DR.

## S'ABONNER

### PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

### Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail: <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

### PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

## l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

### Comité de rédaction:

Emmanuel Barot, Yann Cézard, Jean-Philippe Divès, Ugo Palheta, Laurent Ripart, Julien Salingue, Virginia de la Siega, Galia Tréperre, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:

[contact-revue@npa2009.org](mailto:contact-revue@npa2009.org)

### Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

### Diffusion:

01 48 70 42 31 - [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

### Administration:

01 48 70 42 28

2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

### Commission paritaire:

0519 P 11509

### Numéro ISSN:

2269-370X

### Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

### Tirage:

3 000 exemplaires

### Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

Photothèque rouge MILO



# Macron et ses sbires nous prennent-ils pour des Bleus ?

JULIEN SALINGUE

L'équipe de France de football masculine est donc championne du monde. Que l'on s'en réjouisse, que l'on s'en désespère ou que l'on s'en fiche, nul doute que l'ampleur délirante prise par les célébrations de cette victoire aura largement agacé, voire outré. A fortiori dans la mesure où l'opération de récupération/confiscation organisée par le pouvoir a pris des proportions tellement gigantesques qu'elle en est devenue aussi pathétique que révoltante, y compris parmi les supporters de l'équipe de France. Symbole parmi les symboles : le « défilé » des joueurs sur les Champs-Élysées n'aura duré qu'une douzaine de minutes, dans un bus à l'impériale à fond de train qui, sous la pression de la Présidence de la République, devait arriver à l'heure à l'Élysée, malgré un retard d'avion, pour que Macron ait « ses » images dans les JT de 20h. Pas besoin d'arbitrage vidéo pour déceler la grossièreté de la manœuvre, que nombre de présents sur les Champs-Élysées ne se sont pas privés de dénoncer à l'antenne des chaînes d'information en continu, rappelant notamment que le « défilé » de 1998 avait duré plus de 3 heures.

De là à en déduire que l'opération de com' menée par la Macronie a échoué, il n'y a qu'un pas, que les instituts de sondages nous encouragent allègrement à franchir. Le 17 juillet, c'est-à-dire le surlendemain de la finale et le lendemain du « retour des Bleus », une enquête menée par Odoxa pour France info et le *Figaro* nous apprenait ainsi que, si le « moral des Français » était en nette hausse, la popularité de Macron était quant à elle... en baisse de deux points (61% d'opinions défavorables), contrairement aux savants pronostics de tous ceux qui nous expliquaient qu'une éventuelle victoire de l'équipe de France allait nécessairement faire exploser la cote de Macron. Et nous étions avant l'affaire Benalla... Ainsi, et ce même si l'on sait que les chiffres des sondologues sont souvent à prendre avec des pincettes, les gesticulations présidentielles, souvent largement au-delà de la limite du hors-jeu, n'auront pas suffi à redorer le blason de Jupiter. Plus important peut-être, ces chiffres, qui vont de pair avec les railleries et les indignations qu'ont suscitées les mises en scène et les manœuvres macroniennes dans la dernière semaine de la Coupe du monde, tendent à démontrer que « le peuple » n'est pas aussi stupide que d'aucuns le souhaiteraient. Nous ne pouvons que nous réjouir du fait que l'entreprise

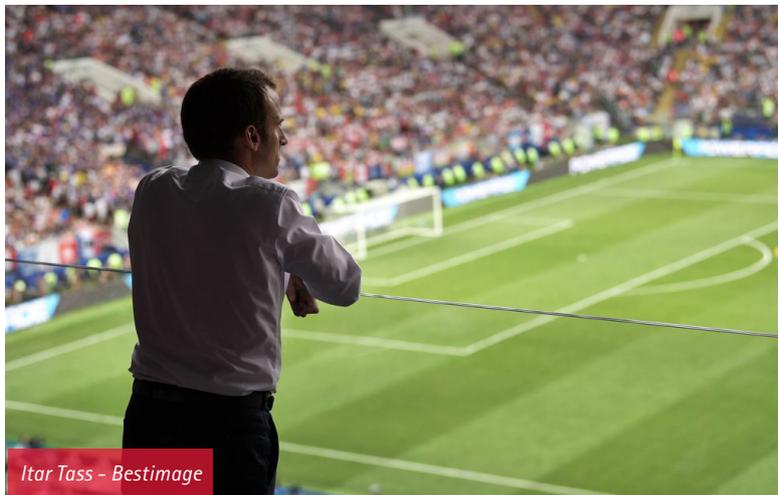
de récupération politique, aussi discrète qu'un tacle à la nuque, menée par ceux qui, le reste de l'année, divisent, excluent et stigmatisent, et ont soudain tenté de se poser en garants d'une « communauté nationale » au sein de laquelle nous serions toutes sur un pied d'égalité, n'ait pas obtenu le succès escompté. Un signe supplémentaire du fait que, malgré l'absence de succès des mobilisations sociales, à commencer par celle des salarié·e·s de la SNCF, et même si le pouvoir continue de vouloir mener ses contre-réformes tambour battant, le macronisme souffre d'un profond déficit de légitimité que son recours outrancier aux méthodes

les plus « modernes » de la communication ne parvient pas à combler. C'est le verre à moitié plein : Macron a été mal élu, et ses politiques antisociales, quand bien même il prétendrait les mener au nom de « l'intérêt général », renforcent la défiance et l'hostilité à son égard.

Le verre à moitié vide, c'est évidemment, au-delà de l'enthousiasme aux causes multiples qui a gagné des centaines de milliers, voire des millions de personnes, le déferlement bleu-blanc-

rouge qui a accompagné la victoire des « Bleus » : drapeaux, Marseillaise, « fierté d'être français », « unité nationale » et autres variations sur le même thème. Les subtiles nuances, que l'on entend notamment du côté de La France insoumise, entre « patriotisme », « chauvinisme » et « nationalisme », ne sont guère convaincantes, et force est de constater que les frontières mentales, à l'image des frontières géographiques, se renforcent, malgré les tragédies, notamment du côté des rives de la Méditerranée, qui plaident pour leur ouverture. Sur ce plan comme sur bien d'autres, tout – ou presque – reste à faire. Car l'échec des pitreries footballistiques de Macron ne signifie pas mécaniquement le succès des projets anticapitalistes, internationalistes et solidaires. Bien au contraire.

Aux quatre coins de l'Europe, la montée des extrêmes droites, qui occupent désormais de solides positions au sein de gouvernements nationaux, témoigne du fait qu'un vent très mauvais souffle sur le vieux continent. Un phénomène qui souligne, s'il en était encore besoin, l'urgence de reconstruire les solidarités et les cadres collectifs permettant de s'organiser et de lutter contre la déferlante libérale, raciste et autoritaire. Afin de pouvoir, à l'avenir, fêter, toutes et tous ensemble, des victoires sociales et politiques autrement plus décisives, pour notre camp social, qu'un titre de champion d'un monde dont nous ne voulons plus. □



Itar Tass - Bestimage

# SNCF: quelques enseignements de la grève du printemps 2018

PAR ALI JONAS

*C'est le troisième mouvement de grève important à la SNCF en l'espace de six ans. Il témoigne, une fois de plus, que les cheminots restent un secteur particulièrement combatif de la classe ouvrière en France. Bien que le pacte ferroviaire ait été voté, le rejet de la réforme et la défiance vis-à-vis de la direction de la SNCF restent forts.*

## 1. LE PACTE FERROVIAIRE: L'ABOUTISSEMENT DE 20 ANS DE POLITIQUES LIBÉRALES

C'est le résultat d'un processus engagé au début des années 1990, notamment avec la directive européenne 91/440. Elle avait pour objectif d'« assainir la situation financière des sociétés de chemin de fer », de « les rendre indépendantes de l'Etat », « d'ouvrir les réseaux aux autres États membres et de séparer la gestion de l'infrastructure de l'exploitation du réseau », du moins de manière comptable.

Dans cette perspective de « rentabilisation », en 1995, un contrat de plan prévoyait de supprimer plus de 6 000 kilomètres de lignes. Cumulé à une réforme de la Sécurité sociale, le contrat de plan a été renvoyé dans ses cartons suite à la grève de novembre et décembre 1995 dans laquelle les cheminots ont joué un rôle de premier plan. Le rapport Spinetta, qui est la base du Pacte ferroviaire, préconise lui aussi la suppression de près de 9 000 kilomètres de lignes. Sans surprise, on y

retrouve une bonne partie des lignes prévues dans le contrat de plan de 1995! C'est un bon exemple du « retard » pris par la France pour la libéralisation du chemin de fer suite à la grève de 1995. Un « retard » que la bourgeoisie française n'a eu de cesse de vouloir le rattraper depuis 23 ans.

Mais c'est à la « gauche plurielle » que revient le début réel de cette offensive. En 1997, devant la directive 91/440, le gouvernement Jospin a totalement séparé l'infrastructure (les rails) de



Photothèque rouge JMB

l'exploitation avec Réseau ferré de France. A l'époque déjà cette réforme était dénoncée: RFF faisant payer des péages à la SNCF pour rouler sur «ses» rails, il serait facile ensuite de faire payer ces péages à n'importe quelle autre entreprise ferroviaire, donc d'aller vers la libéralisation du secteur.

RFF, qui était présenté en 1997 comme «la solution miracle» pour désendetter la SNCF, a eu l'effet totalement inverse. Cumulé à la construction des lignes à grande vitesse, la dette de la SNCF s'élève maintenant à 55 milliards d'euros. Et c'est cette même dette qui sert de leitmotiv pour expliquer qu'il faut réformer la SNCF...

Paquets ferroviaires européens, libéralisation du fret, ouverture du trafic voyageur international à la concurrence, casse du RH 077 («code du travail» de la SNCF)... Cela fait vingt ans que la SNCF vit au rythme de réformes qui ont toutes le même objectif: arriver à la situation actuelle, présentée alors comme inéluctable.

## 2. À LA CROISÉE DE LA RÉFORME FERROVIAIRE DE 2014 ET DE LA LOI TRAVAIL DE 2016

La dernière réforme ferroviaire date de 2014. Elle anticipe tout ce qui est venu avec le Pacte ferroviaire. La réforme de 2014 a permis le saucissonnage de l'entreprise. L'idée est d'éclater la SNCF afin de mieux séparer les activités rentables des autres et préparer la privatisation de l'entreprise.

En 2016, en même temps que la loi Travail, gouvernement et SNCF attaquaient la réglementation du travail propre aux cheminots. Cette attaque avait pour objectif de casser les «avantages» des cheminots, c'est-à-dire le statut, pour permettre à la SNCF d'être compétitive dans l'environnement concurrentiel à venir en créant une Convention collective nationale (CCN) pour le ferroviaire qui s'appliquerait à l'ensemble des entreprises du secteur. Bien évidemment, alors que les conditions de travail des cheminots sont loin d'être enviables, tout cela a un seul but: précariser encore un peu plus. Le rapport Spinetta est sur ce sujet d'une clarté absolue. On peut par exemple y lire que la SNCF «connaît des excédents d'effectifs qu'elle gère tant bien que mal, le statut lui interdisant de recourir à des procédures de ruptures collectives»<sup>1</sup>.

Et bien évidemment, les «négocia-

tions» sur la CCN entre le gouvernement, les syndicats et les patrons du transport ont commencé au mois de juin, en plein mouvement contre le pacte ferroviaire! Réforme ferroviaire de 2014 et attaque contre le droit du travail en 2016 sont bien les deux faces d'une même médaille dont l'aboutissement se joue au printemps 2018.

A cela il faut ajouter une troisième offensive avec le Comité économique et social qui envisage de supprimer les CHSCT mais aussi les délégués du personnel. Concrètement, les syndicats disposent grosso modo de 2 millions d'heures à la SNCF pour fonctionner; cela pourrait descendre en dessous de 700 000 heures, soit une baisse des 2/3. Pour ne rien arranger, les élections sont prévues à l'automne 2018 et il y a fort à parier qu'à la rentrée de septembre les syndicats aient plus la tête aux élections qu'à reprendre la lutte contre le pacte ferroviaire.

Et de son côté, la direction de la SNCF ne chôme pas: en plein mouvement, elle annonce un énième plan de destruction d'emplois dans le fret et sa volonté d'en finir avec les «accords locaux» qui représentent des acquis obtenus dans certains établissements au fil des ans.

C'est une véritable stratégie du choc: attaquer de toutes parts, fort et vite en espérant neutraliser son adversaire par asphyxie.

## 3. UN ENJEU POUR MACRON

Pour Macron, réussir à «faire plier» les cheminots doit être un marqueur du début son quinquennat. La fin du statut de cheminot est d'un intérêt économique assez limité pour la SNCF, mais c'est une nécessité pour le gouvernement. Comment justifier de nouvelles attaques contre le code du travail, et notamment le CDI, si dans le même temps des «privilegiés de cheminots ont encore l'emploi à vie»? Cela doit servir d'exemple afin de permettre par la suite de s'attaquer aux autres catégories.

Le Pacte ferroviaire est, en outre, un cas d'école du principe de la socialisation des pertes et de la privatisation des profits. La SNCF engage de grands travaux de rénovation d'une partie du réseau avant l'arrivée de la concurrence pour lui permettre de s'installer sur des voies en bon état; le prix des péages devrait baisser à partir de 2022 pour permettre aux opérateurs ferro-

viaires de dégager des marges de profit; en cas de reprise d'une ligne par une entreprise privée, celle-ci pourra récupérer le matériel de la SNCF au tarif subventionné. En plus de la suppression de milliers de kilomètres de lignes qui seront laissés au «bon vouloir» de régions déjà exsangues<sup>3</sup>, la SNCF, dans un souci de rentabilité, a déjà fait des projections sur le maintien des gares TGV. En passant de 200 gares desservies actuellement à quarante, «la marge opérationnelle augmenterait de plus de 20% et l'exploitation pourrait être réalisée avec un parc de rames TGV réduit d'un tiers»<sup>4</sup>. Étant donné que tout cela est anticipé depuis longtemps, il est déjà prévu de réduire le nombre de rames à 302 en 2027 contre 415 aujourd'hui...

## 4. L'INVENTION DU 2/5: UNE USINE À GAZ

On était en droit d'attendre de l'intersyndicale de la SNCF une riposte à la hauteur. Mais avec l'invention de «la grève 2/5», ce n'est pas le chemin qui a été pris. Le 2/5 a consisté à mettre en place un planning du mouvement avec deux jours de grève puis trois jours de travail, du 2 avril au 28 juin. Sud-Rail s'est démarqué, mais pas toujours clairement, sur ce point, de l'intersyndicale CGT, CFDT, UNSA (à laquelle FO n'est pas invitée faute de représentativité).

Du point de vue de la démocratie ouvrière et de l'auto-organisation la plus élémentaire, ce préavis était une calamité: il a laissé entre les mains des syndicats la tenue du mouvement du début jusqu'à la fin. Les assemblées générales (AG), sans enjeu puisque tout était déjà décidé à l'avance, se sont vites vidées. C'est un recul vis-à-vis de la souveraineté des AG, et il faut certainement remonter avant 1986 pour voir un mouvement aussi verrouillé par les appareils. Mais malgré tout, c'est ce mode d'action que les cheminots ont privilégié, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

Ce préavis, en annonçant trois mois de grève, avait un aspect faussement radical: en se calant sur les «négociations» jusqu'en juin (qui n'ont pas eu lieu...), il cachait dès le début la volonté de l'intersyndicale de ne pas mener la



bataille pour le retrait du Pacte ferroviaire, mais pour son aménagement. Cette stratégie était également présentée comme « innovante et maligne » et ayant au moins trois avantages : elle allait permettre de ne pas perdre trop d'argent ; la grève perlée allait désorganiser la production (déjà tendue) et créer un « gros bordel » qui amènerait au blocage ; tenir pendant trois mois allait laisser du temps aux autres secteurs pour nous rejoindre.

Pour ce qui est d'une grève à l'économie, c'est raté : avec 38 jours de grève sur trois mois, sans compter les nombreux cheminots qui ont fait près de trois mois de grève, c'est un des conflits les plus chers de la SNCF.

Pour ce qui concerne la désorganisation, la boîte a eu tout le loisir d'anticiper la production pour les jours de grève, s'appuyant entre autres sur les restrictions du droit de grève qui obligent les cheminots à se déclarer 48h à l'avance. Et de leur côté, les entreprises privées ont pu anticiper tous leurs déplacements professionnels (séminaires, rendez-vous d'affaires, etc.). Pour ce qui est de laisser du temps aux autres secteurs de rejoindre les cheminots, en soi l'idée était tout à fait juste et largement comprise et partagée par les cheminots. Mais encore faut-il avoir une adresse particulière aux autres travailleurs du pays, faire le lien entre ce qui se passe à la SNCF (conditions de travail, salaires bloqués, etc.) et la situation des autres secteurs salariés. Et force est de constater que, hormis dans les lieux où se trouvaient des militants politiques, notamment du NPA, cela a peu ou pas été mis en place. Seules deux journées de grève interprofessionnelle auront été organisées en trois mois : le 19 avril et le... 28 juin ! Pire, le 22 mai, journée de mobilisation dans la fonction publique, tombait en dehors du calendrier du 2/5 et il a fallu batailler pour que les cheminots s'y joignent.

##### 5. POURQUOI NOUS N'AVONS PAS RÉUSSI À DÉPASSER LE 2/5

Dès les premières AG, des votes ont eu lieu pour proposer une grève reconductible, mais cela est resté minoritaire. A aucun endroit, gare, dépôt, atelier, bureau, la grève reconductible



Photothèque rouge JMB

ne l'a réellement emporté. Là où la grève reconductible a été votée par principe, cela est resté sans effet réel. Nombre de cheminots se sont laissés convaincre par un préavis qui pouvait apparaître comme « subversif » parce qu'« il changeait un peu ». Il faut dire que, depuis 1995, les cheminots ont participé nationalement à plusieurs préavis reconductibles (au moins six) qui n'ont pas abouti et l'idée qu'« il faut trouver autre chose » – une sorte de mélange entre volonté d'en découdre et de manque de confiance – a fini de convaincre, même certains qui étaient réticents au début. Et puis, rares sont ceux qui voulaient prendre le risque de briser l'unité syndicale.

Mais les problèmes liés à ce préavis sont nombreux : en faisant grève deux jours et en retournant au boulot trois jours, il est impossible de faire vivre la grève, de rédiger des tracts, s'adresser aux collègues qui travaillent encore, se tourner vers l'extérieur, organiser les grévistes syndiqués et non syndiqués. Rapidement, les AG se sont clairsemées (surtout en Ile-de-France), chacun a commencé à faire son planning de gréviste dans son coin, en fonction de ses impératifs personnels, professionnels ou familiaux. De 48h, la grève est passée à un jour de temps en temps. C'est le caractère collectif de la grève, c'est-à-dire sa force principale, qui en a pris un coup, chacun étant renvoyé à un raisonnement plus individuel que collectif.

Force est de reconnaître, en outre, que là où la « perlée » fonctionnait bien, elle n'a pas été remise en cause. Et c'est là où elle fonctionnait moins bien qu'il

y a eu le plus de tentatives, même minoritaires, de tenter autre chose. Mais pour les partisans de la perlée, il était assez facile d'argumenter : « Là où ça marche, pas besoin de changer, et là où les grèves de 48h ne marchent pas très bien... la reconductible ne prendra pas plus ! ».

C'est une réalité de ce mouvement : à aucun moment il n'a réussi à dépasser le cadre fixé par l'intersyndicale. Et, à partir du moment où le mouvement s'est installé dans ce calendrier, les militants politiques se sont vite retrouvés face à un dilemme : le critiquer en permanence, alors que les cheminots n'avaient pas fait le choix d'une grève reconductible, devenait contre-productif, et pouvait même faire fuir certains avec l'argument « Si c'est si nul, je laisse tomber ». Il revenait donc aux militants, notamment du NPA, de proposer des moyens pour faire vivre la grève au quotidien, par des comités de mobilisation, l'inter-gares en Ile-de-France ou différentes initiatives, notamment en direction des autres salariés, tout en maintenant l'idée que la riposte à construire ne ferait pas l'économie d'une grève reconductible.

##### 6. GRÈVE OU BLOCAGE ?

Durant un temps il y a eu l'illusion que la grève perlée allait désorganiser le trafic et finir par le bloquer, souvent en référence à la grève de novembre-décembre 1995. L'idée du blocage, avec souvent un vernis radical, est dans l'air du temps, comme une fin en soi. C'est une erreur. Notre objectif doit rester de construire la grève... qui peut amener au blocage, pas l'inverse.

Durant la grève, le trafic a été bloqué totalement plusieurs fois : à gare de l'Est, par exemple, suite à un arrachement de caténaire et des arbres tombés sur la voie. À la gare Saint-Lazare, c'est suite à la défaillance d'une pièce datant de 1966 que le trafic a été interrompu toute une matinée. Ces événements, indépendants de la grève, n'ont pas modifié le rapport de forces durant le mouvement. Si l'objectif est « le blocage pour le blocage », la direction de la SNCF a plusieurs longueurs d'avance. Les « blocages » de la direction de la SNCF provoqués par les ruptures de caténaires, les accidents comme celui de Brétigny, les arbres tombés sur les voies n'ont rien d'accidentel : depuis 2004, elle a supprimé en moyenne 350 emplois par an à l'entretien des infrastructures. Elle envisage d'en supprimer encore 680 en 2018<sup>5</sup>.

Ce qui a fait la force de novembre décembre 1995, c'est que les cheminots ont en moyenne fait 5,8 jours de grève par agent sur trois semaines, contre un peu plus de 3 jours sur trois mois cette fois-ci. On pourra retourner les choses dans tous les sens (et de nombreux cheminots ont pensé qu'il suffisait par exemple de changer de calendrier, de faire une grève tournante dans la grève perlée, etc.), mais face à Macron, on ne fera pas l'économie d'un mouvement reconduit chaque jour dans des assemblées de grévistes.

## 7. UNE DÉTERMINATION INCROYABLE

Le plus marquant, toutefois, dans ce mouvement, c'est sa détermination, son ancrage parmi les cheminots. Les taux de grévistes ont été impressionnants, frôlant parfois les 100% dans certains établissements de roulants. Le référendum organisé par les syndicats vers la mi-mai a été un raz-de-marée, avec 95% de votants opposés au Pacte ferroviaire, accentuant la crise de confiance entre les cheminots et la direction. Rares sont celles et ceux qui n'ont pas à un moment ou un autre participé à ce mouvement. Cette détermination s'est nourrie de plusieurs éléments.

La compréhension que l'enjeu est lourd de conséquences, que l'on assiste à une bascule dans l'entreprise, est largement partagée. La SNCF finit par rejoindre les entreprises publiques passées à la moulinette des privatisations, à l'instar de La Poste, France Télé-

com, Air France ou EDF-GDF dans les années 1990 et 2000.

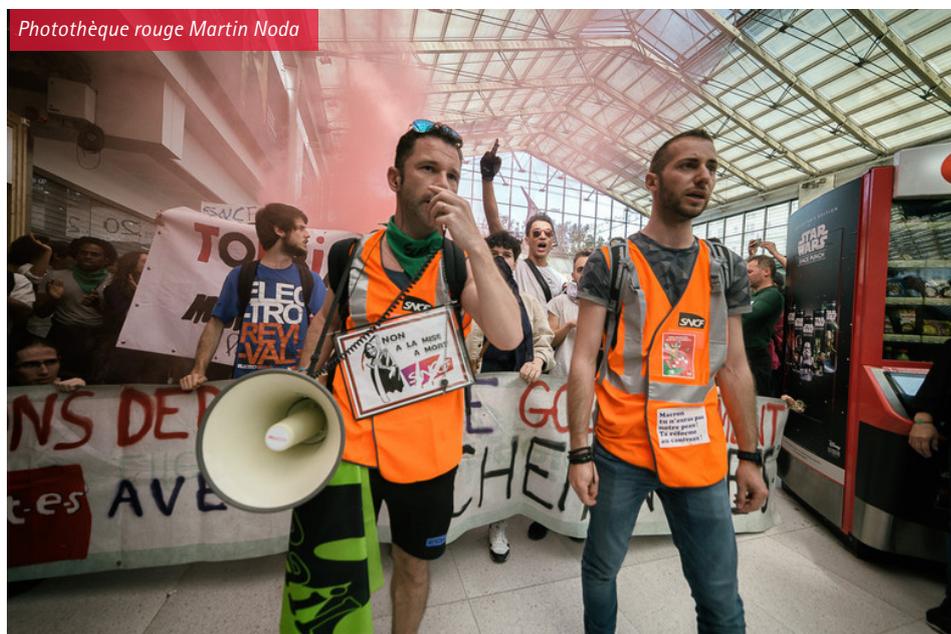
La volonté gouvernementale de « se faire les cheminots » a réveillé les salariés, créé un sursaut de combativité. Paradoxalement, tous les mensonges dans les médias, le « cheminot-bashing » au début du mouvement, ont renforcé la détermination. Tout en ne tombant pas dans le corporatisme, le mouvement s'est nourri du sentiment de faire partie de la « grande famille cheminote » attaquée. Cela peut sans doute faire sourire, mais c'est une réalité qui a souvent été évoquée. Dans les assemblées générales ou sur les réseaux sociaux, des cheminots revendiquaient leur appartenance à la SNCF, et « pas à une filiale ou une autre entreprise privée », le tout mêlé à une certaine fierté. Pendant plusieurs semaines, les cheminots ont chanté en boucle « *On est là, on est là, même si vous ne le voulez pas, nous on est là, pour l'honneur des cheminots et l'avenir de nos marmots, nous on est là.* »<sup>6</sup>

Le mouvement s'est aussi nourri du climat qui régnait autour de la grève. L'idée que l'enjeu de la mobilisation dépassait largement la SNCF a bien été

tion d'Olivier Besancenot sur le thème « *On est tous le cheminot de quelqu'un* » à l'émission « *On n'est pas couché* » a fait prendre conscience à beaucoup que tout le monde était concerné. Les cheminots ont vite compris que, contrairement à ce qui était expliqué ici et là, ils étaient soutenus.

Le succès des caisses de grève est un bon indicateur. La caisse en ligne a rapporté plus d'1,2 million d'euros. Localement, les grévistes ont souvent mis en place une caisse supplémentaire qu'ils faisaient tourner dans les manifs, les gares, ou qui recevait des dons de solidarité d'autres entreprises. Sur Paris-Est, par exemple, la caisse a récolté plus de 45 000 euros. En comparaison, en 2016, la même caisse avait rapporté 6 800 euros.

Les distributions de tracts aux usagers se passaient aussi dans de bonnes conditions. Nombreux sont les voyageurs qui tapaient sur l'épaule des grévistes en disant « *Surtout ne lâchez rien* », « *On compte sur vous* ». Ces encouragements, même s'ils allaient dans le sens d'une grève par procuration, ont renforcé les grévistes. Tout ce qui aidait à empêcher l'isolement, les



compris. Macron ne voulait pas seulement isoler les cheminots : il voulait que son attaque soit partagée par la population. Il attendait une adhésion contre « ces feignants de cheminots qui prennent encore la France en otage ». Ça n'a pas marché et les cheminots l'ont vite compris, ce qui a renforcé leur détermination. Plusieurs éléments ont poussé dans ce sens.

Par exemple, début mars, l'interven-

collectes dans les entreprises, l'appel des organisations de gauche contre le pacte ferroviaire, les prises de positions de personnalités, etc., a renforcé la lutte.





Hermann Click

## 8. DES ÉLÉMENTS POUR LA SUITE

Il est toujours difficile de faire le bilan d'une grève... surtout quand elle n'est pas terminée. Il reste aujourd'hui encore une importante volonté d'en découdre dans l'entreprise. Nombreux sont celles et ceux qui évoquent déjà la rentrée pour s'y remettre.

Mais on peut d'ores et déjà se féliciter des acquis précieux de ce mouvement. Des réflexes pris lors de la grève contre la loi Travail ont tout de suite ressurgi ; comme la mise en place de comités de mobilisation ou de l'AG inter-gares en Ile-de-France.

L'idée de la perlée était de désorganiser la production. Mais c'est surtout la grève qui a été désorganisée... En même temps, le verrouillage de la part des appareils a laissé un espace pour que s'expriment celles et ceux qui étaient en désaccord. Plus que la somme d'expériences d'auto-organisation de gares, l'AG inter-gares a regroupé de nombreux grévistes combattifs. Pour beaucoup, c'était un espace de liberté par rapport à des AG de gares plutôt mornes. Et c'est vite devenu un rendez-vous incontournable, qui donnait la pêche, or-

ganisait des actions, lançait des appels dont des collègues ont pu se saisir dans différents endroits pour lancer des discussions, regrouper celles et ceux qui voulaient faire autre chose. L'inter-gares a notamment insisté sur la revendication du retrait du pacte ferroviaire, réussissant à la mettre au cœur des discussions parmi les grévistes. L'idée simple et saine de cette AG, qui ressemblait certes souvent à une sorte de meeting, était de rappeler que la grève doit appartenir aux grévistes, et pas aux directions syndicales. Mais le niveau de la grève en général n'a pas permis de proposer réellement une autre politique... Ainsi, en dépit de ses limites, cette AG inter-gares fait partie du bilan positif de cette grève.

A l'heure où ces lignes sont écrites, il serait vain de se cacher derrière son petit doigt : le gouvernement, depuis le vote du Pacte ferroviaire à l'Assemblée, a marqué un point important.

Mais durant trois mois, et encore durant l'été, les cheminots ont montré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser faire. Malgré plusieurs défaites ces vingt dernières années, la vitalité de

ce secteur est stupéfiante.

Malgré les limites de cette « drôle de grève », les cheminots ont montré le chemin : le monde du travail devra agir « tous et toutes ensemble » pour mettre un coup d'arrêt aux politiques de Macron et du patronat. Si Macron voulait faire une démonstration en « écrasant » les cheminots et en montant la population contre eux, c'est raté ! Au contraire, ils ont bénéficié d'un large soutien qui s'est nourri de la compréhension que ce qui était en jeu dépassait largement des « intérêts corporatistes ».

C'est un bon signe pour l'avenir. □

1 Jean-Cyril Spinetta, « L'Avenir du transport ferroviaire » (texte connu comme le « rapport Spinetta »), 15 février 2018, page 103.

2 Les licenciements existent pourtant à la SNCF : autour de 440 par an. Si on ajoute les demandes de ruptures conventionnelles, les démissions et autres départs « volontaires », ce sont 2 000 cheminots qui quittent la SNCF tous les ans.

3 Par ailleurs, tout en expliquant que ce sont les régions qui devront choisir de financer telle ou telle ligne, le gouvernement leur demande 13 milliards d'économies pour 2018.

4 Rapport Spinetta, page 64.

5 La Vraie info, journal de la CGT Cheminots, page 11. En ligne sur [https://www.cheminotcgt.fr/wp-content/themes/cheminotcgt/assets/img/vraie\\_info/La-VraieInfo-2.pdf](https://www.cheminotcgt.fr/wp-content/themes/cheminotcgt/assets/img/vraie_info/La-VraieInfo-2.pdf).

6 Il s'agit de la reprise d'un chant des supporters de foot de Lens dont les paroles ont été modifiées par des cheminots lyonnais.

# « Contre la loi ORE, il a manqué une direction, un plan de bataille et un projet contre-hégémonique »

ENTRETIEN AVEC GEORGES WATERS, MILITANT AU NPA JEUNES. PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le rejet de la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants) a suscité une mobilisation importante, mais celle-ci ne semble pas avoir été majoritaire, que ce soit en termes d'universités touchées ou du nombre d'étudiant-e-s ayant mené ou soutenu la lutte. Comment analyses-tu cette situation? La droite traditionnelle, voire l'extrême droite, ont toujours eu une base chez les étudiants, mais quel peut y être au-

ritaire» serait à mon sens erroné. En avril, un sondage montrait que 50% de la population était opposée à cette loi et ce chiffre montait à 61% chez les jeunes de 18 à 25 ans, preuve que le projet macroniste pour l'université est loin de bénéficier d'un soutien majoritaire.

Cependant, le rejet massif de la sélection à l'université ne s'est pas concrétisé dans une mobilisation de masse à l'échelle nationale. Il faut tout de même noter que

droite dans la jeunesse. À la présidentielle, les deux partis des 18-25 ans sont l'abstention et la France insoumise, preuve que le projet macroniste n'est pas soutenu par les jeunes. Donc ce n'est pas cela qui explique les disparités dans la mobilisation. En réalité, ce qui a manqué durant ce mouvement, c'est d'une direction capable d'incarner un projet contre-hégémonique face au macronisme, avec un projet alternatif pour l'université, et qui soit capable de



Meeting de convergence des luttes à Tolbiac, en 2016 pendant le mouvement contre la loi El Khomri. DR.

jourd'hui le poids du macronisme et de son idéologie? Et celui de l'indifférence ou de la résignation?

Il est vrai que contrairement aux grandes mobilisations étudiantes des dix dernières années, notamment celles contre le CPE, mais aussi dans une moindre mesure celle contre la loi Travail en 2016, la mobilisation contre la loi ORE n'a touché qu'une minorité de centres universitaires, avec des rythmes et des niveaux de mobilisations très disparates. Cependant, en conclure que la mobilisation était «mino-

dans plusieurs universités (Le Mirail, Tolbiac, Rennes 2, Nanterre), le niveau de mobilisation était plus important que durant le CPE, avec des assemblées générales à 2000 à Nanterre et 3500 à Rennes 2, ce qui constitue des records. On était donc face à une bataille qui avait un fort potentiel hégémonique dans la jeunesse scolarisée et non scolarisée, mais qui n'a pas réussi à atteindre une masse critique suffisante pour obtenir le retrait de la réforme.

Pour moi, ce n'est pas dû à une importance des organisations de droite et d'extrême

proposer un plan de bataille contre le gouvernement.

La faiblesse des organisations militantes, notamment celles liées à l'UNEF et au PCF, ont joué dans cette absence de direction, leur crise liée à l'effondrement du PS ayant laissé le mouvement étudiant sans direction ni programme. Ce n'est donc pas de l'indifférence (à Tolbiac, le blocage était



très largement soutenu par exemple), ni de la résignation, mais plutôt une absence de plan de bataille. Ce qui a poussé les étudiants à rester chez eux, c'est l'impasse entre une réforme dont ils ne voulaient pas et une mobilisation qui n'allait nulle part et était incapable de gagner.

**Une caractéristique qui saute aux yeux, et détonne par rapport à tous les mouvements étudiants précédents, est la présence et l'influence, de fait majoritaire, de la mouvance autonome ou autonomiste. Avec comme expressions ou conséquences la réticence ou le refus de construire un mouvement national coordonné démocratiquement, d'élire des porte-parole responsables et mandatés (cf. les masques de carnaval et le «chien Guevara» lors de la fameuse conférence de presse de Tolbiac), de manifester sur la voie publique et de sortir du strict cadre de sa fac pour étendre le mouvement et converger avec d'autres secteurs mobilisés. Tout cela au nom de l'idéologie consistant à «faire des ZAD partout», dans ce cas à transformer les facultés occupées en «lieux de vie» alternatifs au lieu d'en faire des bastions pour la construction d'un mouvement national capable de battre la politique de Macron. Comment analyses-tu ce phénomène, quelles en ont été les conséquences, et quelle politique alternative les militants du NPA ont-ils et elles défendu?** L'influence des autonomes était déjà très présente en 2016 contre la loi Travail, et s'était à l'époque beaucoup exprimée dans le phénomène du cortège de tête. Le fait principal qui a permis aux autonomes d'occuper une place majoritaire et de direction du mouvement, c'est le vide laissé par l'effondrement de l'UNEF et de ses organisations satellites (UEC, JC, UNL, jeunes écolos, jeunes socialistes). L'effondrement de l'UNEF, causé avant tout par la politique menée par le PS sous Hollande, a détruit ce qui a structuré pour un temps le mouvement étudiant français, et les autonomes, en partant d'une critique juste de la politique du PS, c'est-à-dire une politique anti-sociale accompagnée par ces organisations, notamment dans la jeunesse, en sont arrivés à plusieurs conclusions. D'abord, l'idée que ce n'est pas par les réformes que l'on peut changer la société,

mais par un affrontement avec l'appareil d'État. La seconde conclusion a été que la nature bureaucratique des organisations étudiantes était par essence liée au fait que ce soit des organisations structurées nationalement.

Au lieu de s'affronter à l'UNEF comme organisation réformatrice bureaucratique, les autonomes cherchent en réalité à mettre à bas toutes les traditions du mouvement étudiant français, même si celles-ci se sont souvent construites contre la direction de l'UNEF. La question de l'auto-organisation est ainsi centrale: durant le CPE, tous les foyers de mobilisation étudiante se sont regroupés autour d'une coordination nationale étudiante qui proposait une politique nationale et des rythmes pour tous les étudiants mobilisés. C'est cette stratégie qui a permis de faire gagner le mouvement. Comme ces coordinations, comme toutes les formes d'auto-organisations sont investies par les bureaucrates de tout poil pour prendre le contrôle du mouvement tout en le disant «auto-organisé», les autonomes ont refusé toute participation à ces cadres, sous prétexte de bureaucratisme des assemblées générales et des comités de mobilisation.

Evidemment, leur incapacité à construire un mouvement national auto-organisé, liée par ailleurs à un scepticisme sur la capacité à gagner contre le gouvernement, pousse les autonomes à une forme de possibilisme et de repli sur le local, sous la forme des occupations et des squats, où il s'agirait d'organiser une société sans exploitation ni oppressions ici et maintenant, sans s'affronter réellement à l'appareil d'Etat, si ce n'est dans des formes spectaculaires et sans impact politique réel, comme le sont les black blocs.

Un autre débat avec les autonomes, c'est la question du sujet social capable de faire reculer le gouvernement. Même s'il y a des débats chez les autonomes sur la question, l'idée que seule la classe ouvrière a la capacité politique de s'affronter à l'Etat capitaliste a été abandonnée au profit de nouveaux sujets qu'ils disent révolutionnaires: les précaires, les quartiers populaires, les chômeurs, les jeunes... Pour certains, il n'y a même plus de sujet en soi, celui-ci se cantonnant à celles et ceux qui sont déjà en mouvement.

**Il y a malgré tout eu quelques expériences notables de convergence avec le mouvement ouvrier, notamment à Paris 1-Tolbiac avec les cheminots en grève...**

Tout à fait, c'est d'ailleurs une partie im-

portante de la politique que nous avons menée à Tolbiac: tout d'abord, créer des liens de solidarité entre les étudiants et les cheminots, en faisant venir des grévistes à Tolbiac, puis en les impliquant concrètement dans la défense de Tolbiac face aux risques d'intervention policière. Finalement, nous avons porté l'idée d'une soirée de solidarité avec les grévistes, qui a permis de récolter 6000 euros pour les comités de grève d'Austerlitz, Paris Nord et Saint-Lazare. Il ne s'agissait pas seulement de construire une convergence abstraite comme peuvent le concevoir les autonomes dans une idée d'addition des luttes, mais bien de tenter de faire en sorte que le mouvement ouvrier prenne en charge la défense de l'université publique, comme une tâche démocratique.

Il n'y a qu'une classe qui soit vraiment intéressée par l'accès universel et gratuit à l'éducation: c'est la classe ouvrière. Bien sûr, il ne s'agit pas pour elle de défendre une université qui forme les techniciens du capitalisme, les ingénieurs qui organiseront l'exploitation, etc. Mais la classe ouvrière est disposée à défendre une université qui forme des avocats prêts à la défendre face aux patrons, des historiens qui raniment l'histoire du mouvement ouvrier, des ingénieurs qui réfléchissent pour rendre son travail moins fatigant... Voilà le sens du lien entre étudiants et ouvriers que nous avons cherché à construire. Si quelques ponts et relations se sont créés, ils ont été insuffisants, participant à l'isolement du mouvement étudiant, qui n'a par exemple pas du tout participé à la dénonciation de la politique des directions de la CGT cheminots, qui a emmené les cheminots dans le mur avec la stratégie du «2/5», et les étudiants avec. Il faut cependant remarquer par ailleurs que ce sont plutôt les cheminots qui sont allés aux étudiants que le contraire, preuve qu'il y avait les possibilités de renforcer ces liens.

**D'autres forces politiques ou politico-syndicales sont intervenues dans le mouvement – UNEF, LFI ou encore LO. Quelles orientations ont-elles défendu, et quelles ont été nos convergences ou divergences avec elles?**

En ce qui concerne La France insoumise et l'UNEF, leur intervention a été extrêmement faible. Actuellement, à l'UNEF, la guerre factionnelle entre hamonistes et mélenchonistes empêche l'organisation d'avancer, les mélenchonistes étant implantés dans certains grands bastions du mouvement étudiant (Tolbiac notamment) et les hamonistes détenant l'appareil na-

tional. Pour la FI, il n'a jamais été question de proposer une politique pour le mouvement. En effet, afin d'éviter de se mettre à dos les autonomes, les insoumis ont tout simplement suivi leur politique de façon acritique, en tentant d'occuper les places de porte-parole médiatiques. En se met-

**sait dans le passé, très combatif mais posant de nouveaux problèmes, reflétant autant de nouveaux obstacles politiques. En termes plus généraux, ou «stratégiques», quelles réponses le NPA jeunes peut-il apporter?**

Ce qui est certain, c'est que «le vieux

une remise en cause de la possibilité de faire la révolution. C'est contre ce scepticisme que nous devons lutter, en montrant non seulement l'actualité de la révolution prolétarienne et le rôle que peuvent avoir les étudiants dans celle-ci, mais aussi en prouvant qu'il y a une stra-

Assemblée générale en mars 2018 à l'université du Mirail (Toulouse). © UET.



tant dans cette position d'observateur, ils ont pu s'attirer les bonnes grâces de certains autonomes (même si ce n'est pas sans générer certaines contradictions) contre notamment le NPA qui a refusé ce genre d'abstentionnisme qui laisse le mouvement aller dans le mur.

Pour ce qui est de Lutte ouvrière, son intervention a été inexistante, au mieux parasitaire: refusant toujours de considérer le mouvement étudiant comme une force sociale, ils ne lui proposent aucune politique, si ce n'est d'extraire les quelques étudiants qu'ils gagnent à leurs idées pour «aller aux travailleurs».

**Avant, on était confrontés dans les facs aux blocages bureaucratiques de l'appareil de l'UNEF – et éventuellement d'autres micro-appareils. Maintenant, on se retrouve face à l'idéologie post-moderne du repli sur soi des «ZAD partout». L'impression que cela donne, en tout cas de l'extérieur, est que l'on a vu surgir au cours de ce printemps un nouveau mouvement étudiant, largement différent de ce que l'on connais-**

monde se meurt» comme le disait Gramsci. Quel sera le «nouveau monde», on ne peut pas encore le dire. Le mouvement étudiant se trouve dans une étape transitionnelle qui n'est pas encore achevée. Ce qui est prometteur, c'est que ce nouveau mouvement étudiant naît notamment d'une critique du réformisme type UNEF. Cependant, son obsession antibureaucratique pousse cette nouvelle génération à refuser toute forme d'organisation et d'auto-organisation.

De manière générale, c'est une forme d'immaturité qui s'exprime aujourd'hui dans la jeunesse, avec une tendance à chercher tout de suite des raccourcis dans la lutte contre l'appareil d'Etat. Cela s'exprime dans les black blocs, où l'on assimile l'insurrection à une émeute minoritaire de rue comme celle qu'on a vu à Paris le 1er mai, ou encore dans la logique des squats/ZAD: l'idée qu'on pourrait, ici et maintenant, partiellement, abattre le capitalisme dans un temps et un espace réduits.

Le problème central posé aux révolutionnaires dans ce contexte, c'est de lutter contre ce qui est en dernière instance

tégie en capacité de préparer la révolution en France. Le scepticisme ambiant, qui n'est autre qu'une forme de victoire de l'idéologie bourgeoise sur les franges les plus radicalités de la société, comme les autonomes, doit être notre principal adversaire. Ce scepticisme s'exprime aussi dans la popularité nouvelle des idées méléchonniennes qui, si elles n'ont pas encore énormément de prise sur le mouvement étudiant, pourrait postuler au remplacement de l'UNEF dans la prochaine période.

Le NPA Jeunes, à mon sens, doit être à l'avant garde d'un discours pro-ouvrier qui replace la lutte des classes au centre de l'analyse politique, et qui doit tout faire pour construire une jeunesse communiste et révolutionnaire, convaincue de la nécessité de la construction d'un parti pour la révolution. Dans l'immédiat, il faudra réussir à populariser et convaincre le plus de personnes de ce bilan de la mobilisation, qui est la première pierre pour que le mouvement étudiant sorte de sa léthargie organisationnelle et politique. □

# SOUS L'IMPACT DE LA CRISE ET DES COUPS DE BOUTOIR DE TRUMP L'ordre mondial se fissure

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

*L'ancien modus vivendi établi entre grandes puissances et, par là, la politique mondiale se trouvent bouleversés par les politiques menées depuis un an et demi par Donald Trump et son administration.*



Le 16 juillet 2018 à Helsinki. DR.

Les caprices, esclandres et retournements brusques du président US, sans compter toutes les affaires qui le visent, montrent qu'il est peu apte à l'exercice de telles fonctions. En même temps, le Parti républicain et des responsables de l'administration ont à plusieurs reprises réagi et fixé des lignes rouges après des initiatives ou déclarations jugées inacceptables. Dernier exemple en date, le rectificatif imposé à Trump à la suite de ses propos, consécutifs à sa rencontre avec Poutine, qui contredisaient les services secrets étatsuniens en exonérant ceux de la Russie de l'accusation d'ingérence dans l'élection présidentielle de 2016. A contrario, cela illustre le fait que sur les grandes lignes de l'action gouvernementale, il y a en revanche un accord qui regroupe une part substantielle –

certes pas la totalité – de la droite étatsunienne, ainsi que des secteurs significatifs – quoique minoritaires – de la classe capitaliste. Au plan des relations internationales, cette politique inclut le retrait de l'accord de Paris sur le changement climatique ainsi que de celui sur le nucléaire iranien (contre l'avis et les souhaits de toutes les autres grandes puissances), le retrait de l'Accord de partenariat transpacifique (que le Japon a récemment relancé avec dix autres pays, sans les Etats-Unis), ainsi que les menaces réitérées de retrait de l'Accord de libre-échange nord-américain. Et désormais les mesures de guerre commerciale, qui ont commencé avec les taxes sur l'acier et l'aluminium mais se sont déjà étendues à d'autres produits, en visant non seulement la Chine mais aussi l'Union européenne, le Canada et une

série de pays très différents.

Ce qui importe est donc de déchiffrer les raisons fondamentales qui déterminent les nouvelles orientations de l'administration US, ainsi que ce qu'en sont déjà et ce que pourraient en être les conséquences.

## UNILATÉRALISME ET GUERRE COMMERCIALE : POURQUOI ?

La politique de Trump représente une rupture radicale avec les orientations de politique internationale qui ont été celles de l'impérialisme US depuis la grande victoire qu'avait représenté pour lui, au tournant des années 1980-90, la fin du bloc de l'Est et de l'URSS, concomitante à l'envol du néolibéralisme et au déploiement de la globalisation capitaliste. Dans la période qui a suivi, tout en n'hésitant jamais à mon-

trer leurs muscles et à user de la force, les Etats-Unis ont exercé leur domination, alors devenue en apparence incontestée, en utilisant à fond les organisations internationales « multilatérales » (FMI, Banque mondiale, OMC...) au sein desquelles leur poids est premier et qui étaient devenues – avec, sur notre continent, l'Union européenne – les leviers de la mondialisation des politiques néolibérales et du libre-échange qui lui est associé. Avec quelques nuances quant à sa mise en application, cette politique a été celle de tous les gouvernements successifs, républicains comme démocrates.

Dans le même temps, l'impérialisme US s'était cependant retrouvé embourbé et en définitive défait dans ses guerres d'Afghanistan et d'Irak, avec pour conséquences une perte notable de son autorité sur la scène internationale et de plus grandes difficultés à projeter directement ses forces militaires. Obama s'est montré ensuite très prudent, l'aventure de 2011 en Libye, la seule décidée sous son administration, n'ayant rien fait pour redorer le blason des interventions militaires étatsuniennes.

Par ailleurs et surtout, les deux grands Etats dits ou anciennement dits « socialistes », qui étaient censés s'intégrer à la mondialisation néolibérale opérée sous hégémonie US, sont devenus des concurrents de plus en plus coriaces. La Russie de Poutine reste sur la scène mondiale une puissance économique secondaire, riche essentiellement de ses exportations de gaz et de pétrole, mais depuis 1999 elle a redressé la tête, en usant à plusieurs reprises de ses capacités militaires et de la liberté de manœuvre que lui confère son régime autoritaire pour se réimposer à la table des Grands – on l'a vu notamment en Ukraine (occupation de l'est du pays, annexion de la Crimée) et en Syrie, où le Kremlin a pu agir au nez et à la barbe d'occidentaux qui en étaient réduits à des protestations verbales, assorties de quelques sanctions économiques.

Autre chose est la situation de la Chine. Entrée à l'OMC en 2001, alors qu'elle n'était alors considérée que comme « l'atelier du monde », fabriquant à bas prix des produits de masse n'intéressant plus les industries des pays capitalistes développés, elle a su se transformer rapidement en un géant économique (ainsi que, de façon croissante, militaire et politique) aux ambi-

tions de plus en plus prononcées. De nombreux exemples sont donnés dans l'article suivant de cette revue, mais on peut souligner ici l'ampleur du projet de construction d'infrastructures dans de nombreux pays et de développement des capacités commerciales chinoises, dit « Nouvelle route de la soie » (en anglais, « *One Belt, One Road* », « Une ceinture, une route »), ainsi que celle du plan « *Made in China 2025* » qui vise à développer l'industrie et la technologie domestiques dans des domaines stratégiques (robotique, intelligence artificielle, industrie pharmaceutique et autres), afin d'être en mesure de concurrencer, à l'échéance fixée, les Etats-Unis et les autres économies les plus avancées. Il est symptomatique que les 50 milliards de nouvelles taxes à l'importation décidés le 15 juin 2018 par l'administration Trump concernent des produits de secteurs inclus dans ce plan.

Le tournant ayant marqué la fin de la dite « mondialisation heureuse » (heureuse pour les groupes capitalistes qui en ont tiré le plus grand profit, pour les secteurs des classes moyennes qui en ont bénéficié à leur suite, voire pour les quelques autres qui ont pu en recevoir des miettes) s'est produit avec la grande crise de 2007-2008 et la récession généralisée qu'elle a entraînée. Cette crise a touché principalement son pays de naissance, les Etats-Unis, ainsi que les économies d'Europe de l'Ouest. Depuis, les taux de profit ne s'y sont jamais rétablis aux niveaux antérieurs, tandis que les taux de croissance y restent également inférieurs : 2,2% annuels en moyenne pour l'ensemble des pays de l'OCDE, contre plus de 3% entre 1945 et 2007. Malgré les « reprises » ou « rebonds » que la plupart des économies connaissent cycliquement, ce qui domine est une tendance à la stagnation.

La Chine, parce qu'elle est régie par un système de « capitalisme d'Etat » qui échappe partiellement aux mécanismes de marché, s'est trouvée moins touchée. Pour ne prendre qu'un exemple, sa dette en proportion du PIB, de l'ordre de 250%, est presque aussi importante que celle des Etats-Unis (elle résulte en grande partie des investissements publics massifs réalisés pour contrecarrer les tendances récessives post-2007), mais cette dette est détenue principalement par des banques et sociétés contrôlées par l'Etat chinois, ce qui d'une part lui fournit une assise dont ne peuvent pas disposer des capitalistes

privés, d'autre part, peut permettre à l'Etat de la gérer – en jouant sur les taux ou les échéances des remboursements, évidemment dans certaines limites – beaucoup plus aisément que ce n'est le cas dans d'autres pays. Ajoutons qu'une part substantielle (quelque 1200 milliards de dollars de bons du Trésor US) de la dette publique des Etats-Unis est détenue par... la Chine, qui est devenue en 2017 leur premier créancier étranger. Un chiffre témoigne spectaculairement du changement intervenu dans le rapport des forces. Alors qu'en 1960 les Etats-Unis réalisaient 40% du PIB mondial, cette part n'est plus aujourd'hui que de 24% ; de son côté la Chine (devenue dès 2005 le premier exportateur mondial) est montée à présent à 15% et, selon des projections du FMI, elle devrait rattraper et dépasser le PIB étatsunien d'ici dix ans.

C'est à cette menace envers l'hégémonie US que Trump et ses partisans ont voulu réagir, après l'échec pour diverses raisons de la politique d'Obama de « pivot vers l'Asie-Pacifique », dont l'objectif premier était déjà de contenir l'expansion chinoise. L'instauration des taxes à l'importation, les contrôles et restrictions qui se développent sur les investissements chinois à l'étranger (des mesures que l'Allemagne et la France ont aussi commencé à mettre en place) ainsi que sur les ventes à la Chine des technologies qu'elle n'est pas encore capable de produire par ses seuls moyens, visent cet objectif-là. Ce ne sont donc nullement de simples moyens de pression qui seraient destinés à imposer de meilleures conditions commerciales.

#### DES ALLIÉS DEVENUS DES ENNEMIS ?

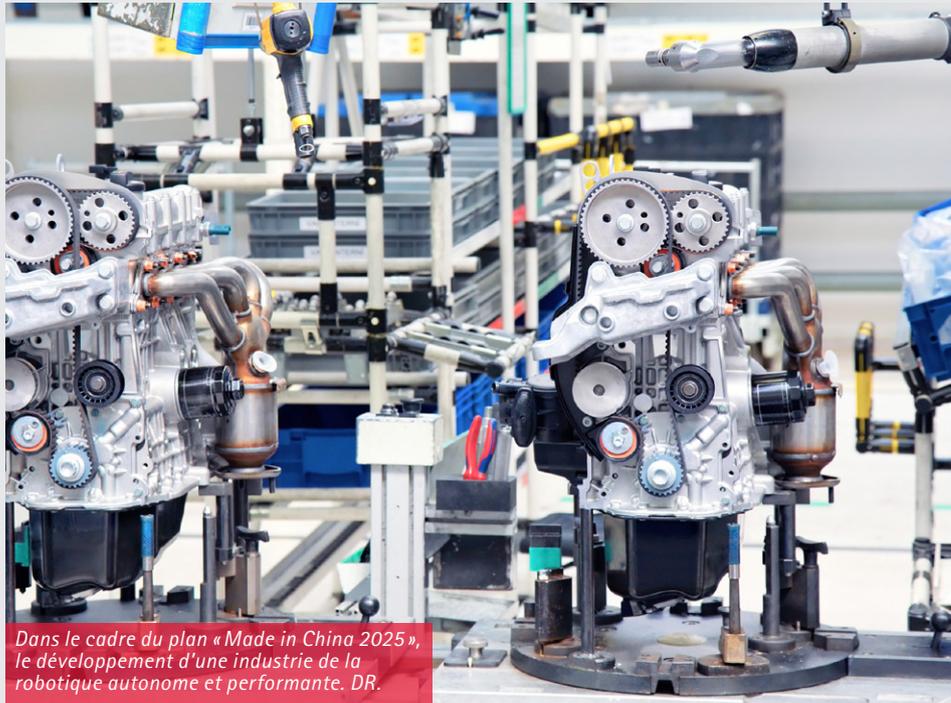
Mais pourquoi s'arrêter à la Chine ? D'autant que le secteur capitaliste que l'actuelle administration représente – et qui se distingue nettement des « globalistes », dont les représentants politiques se sont succédé au pouvoir durant toute la période précédente – estime plus généralement que l'Amérique s'est retrouvée perdante au jeu de la mondialisation néolibérale. Pour ce secteur, les politiques et le système d'institutions internationales mis en place pour l'impulser et la gérer doivent donc être revus, le libre-échange ne doit





plus être érigé en principe absolu mais être modulé en fonction des intérêts américains.

D'où les mesures tarifaires qui, pour l'acier et l'aluminium, touchent déjà,



Dans le cadre du plan « Made in China 2025 », le développement d'une industrie de la robotique autonome et performante. DR.

entre autres, les « alliés » historiques des Etats-Unis (dont le Canada et l'Union européenne), et que Trump menace d'étendre à d'autres produits, en évoquant notamment une taxation de 25% sur les importations d'automobiles en provenance de l'Union européenne, c'est-à-dire principalement d'Allemagne dont les marques mettent sérieusement à mal les constructeurs US.

D'où aussi les attaques virulentes portées lors des sommets du G7, en juin 2018 au Canada, de l'OTAN le mois suivant en Belgique, puis dans des déclarations ultérieures. « L'Union européenne est un ennemi, avec ce qu'ils nous font sur le commerce [...] D'un point de vue commercial, ils profitent vraiment de nous » (15 juillet). « Nous protégeons l'Allemagne, nous protégeons la France, nous protégeons tous ces pays. Et certains d'entre eux vont signer un contrat de gazoduc avec la Russie et des milliards de dollars vont dans leurs caisses. Donc nous sommes supposés vous protéger contre la Russie et vous lui donnez des milliards de dollars, je pense que

c'est très inapproprié [...]. La majeure partie du pétrole et du gaz en Allemagne provient de Russie. Je pense que l'OTAN doit regarder cela de plus près » (11 juillet).

Les producteurs américains de gaz de schiste cherchent désespérément de nouveaux débouchés, sur un marché mondial au bord de la saturation et alors que leur gaz est plus cher que ce-

lui venu de Russie. « Nous vous avons fourni le bouclier militaire, et vous en avez profité pour nous voler nos parts de marché » : les exhortations adressées aux Européens afin qu'ils augmentent leurs dépenses militaires et leur contribution à l'OTAN constituent un élément du bras de fer, dans le cadre de la guerre commerciale que l'administration Trump a engagée.

Tout à sa rage envers l'Union européenne, Donald Trump s'en est même pris à la pauvre Theresa May (Première ministre britannique), qui venait déjà d'être affectée par une crise gouvernementale et dont il a – selon Le Monde – « torpillé le projet de Brexit » déjà fort mal en point. Motif, la proposition de May de maintenir pour les produits industriels et agricoles une zone de libre-échange avec l'UE. « Je lui avais dit de ne pas le faire mais elle ne m'a pas écouté, elle ruine le Brexit, dans ces conditions il ne sert à rien de discuter avec elle d'un accord commercial, autant parler directement à l'Union européenne », a déclaré en substance le président étatsunien. Et d'afficher

dans la foulée son soutien à Boris Johnson, l'ancien chef de file de la campagne du Brexit, ministre des affaires étrangères fraîchement démissionnaire. Une attitude qui ne se limite d'ailleurs pas au Royaume-Uni, puisqu'on a appris que l'ambassadeur US à Berlin avait pour sa part manifesté son soutien aux opposants de droite d'Angela Merkel, l'ultra-réactionnaire CSU bavaroise et le parti de droite extrême AfD.

### UN MONDE PLUS DANGEREUX

Pendant la « Guerre froide » (1945-1991), la confrontation entre les Etats-Unis et l'URSS (ainsi que, sous des modalités différentes, la Chine jusqu'à la mort de Mao Zedong, en 1976) n'avait débouché que sur des guerres localisées, dans lesquelles les deux « grands » ne s'étaient jamais affronté directement, même si l'on était passé à plusieurs reprises près de la catastrophe, en particulier lors de la crise des missiles à Cuba en 1962.

Après l'implosion du « bloc soviétique », le spectre d'une conflagration générale – avec le risque inhérent d'apocalypse nucléaire – avait pour une grande majorité d'analystes semblé définitivement écarté : c'était « la fin de l'Histoire », marquée par la victoire décisive de l'économie de marché et de la démocratie libérale. Mais sous l'impact, d'une part, de la grande crise de 2007-2008 et de la période de stagnation qui en a résulté et, d'autre part, des changements géopolitiques mondiaux et des coups de boutoir de Trump, cette vision idyllique a fini de partir en lambeaux.

Le premier document sur la « Stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis d'Amérique » de l'administration Trump, rendu public en janvier 2018, se démarque radicalement des précédents, réalisés sous Obama en 2010 puis 2015. La priorité qui avait alors été donnée à la « Guerre contre le terrorisme » (succédant elle-même à la lutte contre « l'axe du Mal » de l'administration Bush) cède la place à l'objectif central consistant à contenir la Chine et – secondairement – la Russie, dans le cadre d'une stratégie favorisant « le renouveau de l'Amérique et la réémergence du leadership américain ».

Dans un éditorial de son édition du 25 janvier 2018, intitulé « La prochaine guerre. Le danger croissant d'un conflit entre grandes puissances », *The Econo-*

*mist commente* : « Ces 25 dernières années, la guerre a pris trop de vies. Cependant, même si les conflits civils et religieux ont fait rage en Syrie, en Afrique centrale, en Afghanistan et en Irak, un affrontement dévastateur entre les grandes puissances mondiales est demeuré pratiquement inimaginable. Ce n'est plus le cas. Le Pentagone a fait connaître la semaine dernière une nouvelle stratégie de défense nationale qui place la Chine et la Russie au-dessus du djihadisme en tant que principale menace pour l'Amérique. » Appelant le gouvernement Trump à défendre le multilatéralisme et ses institutions, à ne pas abandonner ses alliés « en devenant juste un autre pouvoir révisionniste et agressif à l'instar de la Russie et de la Chine », ainsi qu'à savoir combiner hard power (capacité militaire) et soft power (diplomatie), la revue britannique conclut : « Sans un engagement de l'Amérique en faveur de l'ordre international et du hard power nécessaire pour le défendre face à des rivaux déterminés et capables, les dangers seront croissants. Et alors, un avenir de guerre pourrait être plus proche qu'on ne le croit. »

L'ancien ordre mondial se fissure, l'ensemble des relations internationales se trouve affecté et les périls se font effectivement plus pressants. S'il est certainement trop tôt pour hasarder un pronostic quant à l'avenir des nouvelles relations apparemment cordiales entre Trump et Kim Jong-un (le nouveau secrétaire d'Etat US, Mike Pompeo, a en tout cas émis plus qu'un doute...), le Moyen-Orient, avec les massacres de masse qui y sont perpétrés par les grands amis de Trump – Israël en Palestine, l'Arabie saoudite au Yémen – pourrait préfigurer ce qui serait alors, malheureusement, à attendre.

Reste l'impact qu'une véritable guerre commerciale (car on n'en est qu'aux premières escarmouches) aurait globalement sur l'économie. Dans son rapport d'avril 2018 sur les « perspectives de l'économie mondiale », le FMI note qu'un tel scénario pourrait « nuire à la confiance sur les marchés, perturber les chaînes de valeur mondiales et ralentir la diffusion de nouvelles technologies, réduisant la productivité et l'investissement au niveau mondial », en ajoutant que le pays qui y perdrait le plus serait alors... les Etats-Unis. De son côté, l'OCDE identifie trois grands risques parmi lesquels « une montée des protec-

tionnismes » et « des tensions géopolitiques qui pourraient contribuer à de soudaines perturbations sur les marchés ». Le troisième risque est une poursuite de la hausse des prix du pétrole, mais il est signalé qu'elle pourrait être liée aux deux facteurs précédents.

Bref, si la croissance mondiale est en ce moment particulièrement forte (mais la Chine y est pour beaucoup, et une réduction notable devrait dans tous les cas intervenir dans les deux ans), les perspectives sont pour le moins incertaines – et encore les deux vénérables institutions ne mentionnent-elles pas les déséquilibres financiers croissants, qui sont d'ores et déjà nettement plus importants qu'ils ne l'étaient en 2007.

### FACE À LA CRISE DU NÉOLIBÉRALISME

Les politiques trumpiennes ont une autre conséquence : il est clair désormais que le néolibéralisme est en crise ouverte. S'il y avait un doute, regardons ce qu'il arrive en ce moment à Macron, passé en si peu de temps de Jupiter à un président ultra-normal, c'est-à-dire normalement rejeté par une nette majorité de la population.

Il est un fait qu'à ce stade, le vent de la contestation souffle pour l'essentiel depuis la droite, avec la montée des « populismes » nationalistes réactionnaires et l'installation de nouveaux gouvernements « illibéraux » – en Europe, l'Autriche et l'Italie après la Hongrie et la Pologne, à chaque fois soutenus par Trump. Toute la question étant, naturellement, de savoir comment s'orienter pour faire surgir une alternative depuis la gauche. A ce sujet, trois propositions de réflexions conclusives (qui n'épuisent en rien la question) :

1) Si le néolibéralisme a effectivement épuisé sa force propulsive, cela veut dire que le discours « antilibéral », dominant au sein de la gauche depuis les années 1990, est maintenant devenu complètement obsolète. Face à la montée des nationalismes illibéraux, on ne peut qu'affirmer haut et fort ce que l'on veut, et cela ne peut être qu'une société socialiste/communiste, écologique et féministe, construite par les exploités-e-s et les opprimés-e-s eux et elles-mêmes.

De ce point de vue, un petit événement survenu dans le pays de Trump et d'Hillary Clinton interpelle : la nette victoire, dans la primaire démocrate de la circonscription de New York à

cheval sur le Queens et le Bronx, de la jeune militante membre des DSA (Democratic Socialists of America) et d'origine portoricaine, Alexandria Ocasio-Cortez ; une victoire obtenue face à un « démocrate de Wall Street » installé dans cette circonscription depuis vingt ans et pressenti pour être le futur *speaker* (président) de la Chambre des représentants, sur la base d'une campagne ouvertement anticapitaliste et étonnamment de classe. Le socialisme et la classe ouvrière reviendraient-ils « à la mode » ? Cela changerait positivement bien des choses (de toute façon, il n'y a pas d'autre solution).

2) Face aux globalistes (chez nous les Macron, Merkel, Commission européenne...) d'un côté et aux illibéraux de l'autre, aucun type de soutien à des thèses protectionnistes ou libre-échangistes, deux politiques du Capital qui ne servent que les profits au détriment des salarié-e-s et des couches populaires, mais la défense intransigeante des intérêts de ces dernières, et cela dans un cadre non seulement national mais aussi européen et mondial.

3) Alors que les foyers de tension et de crise se multiplient, le « campisme », cette théorie d'origine stalinienne selon laquelle il faudrait soutenir telle ou telle force, tel ou tel gouvernement qui soi-disant s'opposerait ou résisterait à « l'impérialisme » (toujours défini exclusivement comme étant occidental), continue de faire des ravages.

On l'a vu avec la Syrie, quand une série de courants de gauche voire d'extrême gauche se sont alignés derrière le régime sanguinaire de Bachar al-Assad. On le voit en ce moment par rapport au Nicaragua, à travers le silence gêné ou le soutien éhonté apporté par des courants dits de gauche ou progressistes (soutien dans le cas des forces du Forum de Sao Paulo, à travers une déclaration récente) au régime corrompu et pro-business de Daniel Ortega, boucher de la jeunesse et du peuple nicaraguayens. Plus que jamais, notre boussole ne peut être que le soutien inconditionnel aux luttes émancipatrices des travailleurs et travailleuses, des jeunes, des secteurs populaires, en défendant en leur sein une perspective et un programme révolutionnaires, socialistes/communistes, internationalistes. □

# Géopolitique chinoise

PAR PIERRE ROUSSET

*Le conflit entre les Etats-Unis, puissance établie, et la Chine, puissance montante, structure aujourd'hui dans une large mesure la géopolitique mondiale.*

**V**ue de Chine, l'époque durant laquelle les puissances européennes ont façonné la planète n'a représenté qu'une courte parenthèse avant que l'histoire ne retrouve son cours «normal» – à savoir la centralité chinoise. Cette vision sinocentrée offre un socle culturel solide au nouvel impérialisme chinois – à l'instar de la vision européenne pour des impérialismes conquérants d'il y a deux siècles. Pour Xi Jinping, le 21<sup>e</sup> siècle deviendra le «Siècle chinois».

## LA GÉOPOLITIQUE DE L'ASIE ORIENTALE

Xi Jinping a abandonné les conceptions stratégiques défensives qui prévalaient durant l'ère maoïste. Elles sont dorénavant offensives : pour assurer l'expansion du nouvel impérialisme, l'armée de mer devient clé, d'autant plus que la Chine possède une immense façade maritime et doit s'assurer un accès sécurisé aux océans Pacifique et Indien. Or, ce n'est pas aujourd'hui le cas. De la péninsule coréenne à la péninsule malaisienne, les archipels japonais, philippin, ou indonésien font écran. Les détroits ouverts sur le large sont sous étroite surveillance US. Le contrôle de la mer de Chine du Sud est de ce point de vue vital pour Pékin. Xi Jinping a ainsi décrété qu'il s'agissait d'une «mer intérieure» sous autorité chinoise. On peut distinguer trois phases dans la bataille pour le contrôle de la mer de Chine.

1) La phase conquérante. Pékin a bénéficié d'une paralysie temporaire de Washington.

Sept îles artificielles ont été construites. Abritant d'importantes installations militaires, elles constituent un complexe cohérent, contrôlant l'approche de tous les points cardinaux et ont déjà accueilli des bombardiers stratégiques H-6K (à capacité nucléaire), un symbole politique pour faire pièce aux B-52 US. La militarisation de la mer de Chine du Sud est effective. Certes, Pékin ne peut interdire le passage

de la VII<sup>e</sup> Flotte US ou bloquer le transit international, mais Washington ne peut «refouler» la présence chinoise sans engager un conflit de très haut niveau.

Le régime a revendiqué des possessions «historiques» plus au nord, contestant de façon très active le contrôle exercé par le Japon sur le micro-archipel inhabité des Senkaku/Diaoyu, testant à la fois les moyens de Tokyo et la détermination US.

2) La contre-offensive des Etats-Unis. Trump a finalement relevé le gant sur le terrain militaire, utilisant à cette fin la question nord-coréenne. La Chine a été

de son gouvernement : pénétrer en mer de Chine du sud, c'est pénétrer dans des eaux territoriales chinoises; les navires qui le font doivent annoncer à l'avance leur passage «innocent» ou obtenir une permission. Sur le plan international, cependant, cet espace maritime n'est pas considéré tel. Le passage est libre et ne dépend pas de la bonne volonté de Xi Jinping.

## POURQUOI TAÏWAN ?

La diplomatie internationale est régie par le principe «Une seule Chine». Quand Taipei (capitale de la République de Chine,



*Afin d'étayer leur revendication d'une zone maritime exclusive, dans des eaux riches en pétrole, en gaz et en ressources halieutiques, les autorités chinoises font construire sept îlots artificiels, avec aéroports, héliports, ports, immeubles, sur les récifs coralliens qui forment les îles Spratleys, en mer de Chine méridionale. DR.*

effectivement refoulée militairement de cette partie du Pacifique nord. Elle est de plus longtemps restée, politiquement et diplomatiquement, marginalisée par rapport à une crise qui s'est jouée entre Washington, Pyongyang et Séoul.

3) La nouvelle configuration du conflit régional. Washington veut aujourd'hui poursuivre sur son avantage. Pour Jim Mattis, secrétaire d'Etat à la Défense, le conflit se cristallise notamment sur Taïwan et la mer de Chine du Sud.

L'ambassadeur de Pékin au Royaume-Uni, Liu Xiaoming, vient de rappeler la position

Taïwan) siégeait au conseil de sécurité de l'ONU, elle représentait toute la Chine continentale. Quand elle fut remplacée par Pékin, en 1971, Taïwan (dont l'histoire est complexe) n'était plus censé être qu'une province chinoise.

En janvier 2016, Tsai Ing-wen, une présidente aux (prudentes) convictions indépendantistes, a été élue. Trump lui a immédiatement téléphoné pour la féliciter – ce que la Chine a dénoncé comme une provocation. Washington avait rompu au début des années 1970 les relations diplomatiques officielles avec Taipei, mais a

néanmoins développé des rapports officiels, avalisés dès 1979 dans le Taiwan Relations Act. Or, à la fureur de Pékin, une nouvelle loi est entrée en application en mars 2018: le Taiwan Travel Act, qui autorise des échanges d'un niveau sans précédent entre les deux gouvernements et contient l'obligation d'un soutien militaire US à l'île.

Le gouvernement chinois mène une campagne soutenue pour isoler diplomatiquement Taïpei. Dernièrement, le Burkina et la République dominicaine ont annoncé la rupture de leurs relations diplomatiques avec Taïwan. Dans le monde, il n'y a plus que 18 Etats à les maintenir, parmi lesquels le Vatican, des nations du Pacifique et d'Amérique latine (Honduras, Guatemala ou Kiribati), le Swaziland. Les compagnies aériennes qui indiquent Taïwan comme un pays dans la carte de leurs destinations sont menacées de se voir interdire l'espace chinois. Le 23 avril, la Chine a mené les plus grandes manœuvres navales de son histoire dans le détroit de Taïwan, un geste spectaculaire «pour protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale» de la patrie.

Washington envisage de procéder à ses propres exercices militaires au large de Taïwan, assurant la République de Chine de sa protection. Cette zone devient un foyer de tension militaire permanent entre les deux puissances. Or Xi Jinping ne peut accepter de compromis sur cette question. Le ciment idéologique de son pouvoir est le nationalisme de grande puissance, l'invocation du caractère sacré de l'intégrité territoriale de la «seule Chine» – et l'île est située au cœur de l'espace stratégique maritime dont le contrôle lui apparaît vital.

### HONG KONG

Taïwan est un pays de fait indépendant, pas Hong Kong – et pourtant le principe «Une seule Chine» est l'un des aspects de la crise que traverse le territoire. Ancienne colonie britannique, il a été «rétrocédé» par le Royaume-Uni à la Chine en 1997. Elle est devenue une «région administrative spéciale» (RAS). La déclaration conjointe prévoyait alors que pendant 50 ans au moins, Hong Kong bénéficierait d'un statut spécial sous la formule «un pays, deux systèmes».

Hong Kong ne pouvait avoir une politique indépendante en matière de Défense et de diplomatie, mais le système économique et juridique devait rester inchangé, ainsi que mille particularités. A l'occasion du vingtième anniversaire de la rétrocession, Xi Jinping a fait savoir que la déclaration sino-britannique de 1984, posant les bases

de la rétrocession de 1997, n'était «plus pertinente», Pékin n'y voyant qu'un «document historique» qui «n'a plus aucune signification concrète» et «pas du tout de force obligatoire». Selon le bon vouloir de Xi Jinping, ce sont des lois chinoises qui, à l'avenir, s'appliqueront à Hong Kong.

Une perspective qui se heurte à beaucoup de résistances dans la population de Hong Kong dont les droits civiques et politiques (pluripartisme, liberté de liens internationaux, indépendance de la justice ou des syndicats...) sont menacés. Ces résistances peuvent être connotées à gauche, mais aussi à droite (xénophobie contre «l'immigration chinoise» venue du continent).

Xi Jinping a mis en garde contre toute atteinte «inadmissible» à son autorité et en appelle à la sécurité nationale: «Toute tentative visant à compromettre la souveraineté et la sécurité de la Chine, à défier le pouvoir du gouvernement central et l'autorité de la loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong ou à se servir de Hong Kong pour mener des activités d'infiltration et de sabotage contre le continent constitue un acte franchissant la ligne rouge», des termes tranchants qu'il n'avait jusqu'à alors jamais utilisés.

Hong Kong est le siège d'associations de défense de la condition ouvrière et des droits des travailleur·e-s, ainsi que de réseaux qui déploient des activités de solidarité régionale. La répression politique se fait sentir. Edward Leung, 27 ans, figure de proue des indépendantistes, vient d'être condamné à six ans de prison. Nombre de libertés sont en sursis – sans que le monde des affaires et les multinationales établies dans le territoire ne se sentent concerné, bien entendu.

### PÉKIN ET LA CRISE CORÉENNE

D'un point de vue général, la Corée du Sud est, pour la Chine, beaucoup plus importante que le Nord. Pour autant, le sort du régime nord-coréen a des implications considérables. S'il s'effondrait, l'armée US pourrait camper à la frontière chinoise – une perspective évidemment inacceptable pour Pékin. Au plus fort de la crise, en 2016-2017, la direction Xi n'a pas été en mesure de prendre des initiatives significatives, même si elle a toujours pu «moduler» en fonction de ses intérêts les sanctions onusiennes à l'encontre de Pyongyang, ce qui n'est pas rien.

La donne change avec le communiqué commun Kim-Trump du 12 juin 2018. Les faucons du gouvernement US voulaient une reddition rapide en rase campagne. Le processus de négociation initié au Som-

met de Singapour s'annonce long, avec à l'horizon un accord de paix et non plus un «changement de régime», brutal.<sup>1</sup>

L'avenir des pourparlers s'avère aléatoire, mais il ne s'agit pas d'un remake de négociations antérieures. Au Nord, une élite sociale est née avec le développement toléré d'une économie de marché; l'engagement d'une transition capitaliste «à la chinoise» devient concevable. Au Sud, l'extrême droite a été marginalisée. Les deux régimes s'accordent pour un processus de rapprochement progressif, rejetant la brutalité du «modèle allemand». Ce n'est plus le tout (réunification) ou rien (état de guerre).

Cette situation permet à la Chine de rentrer dans le jeu diplomatique coréen; c'est une bonne nouvelle pour Xi Jinping. Détente dans la péninsule, tension sur Taïwan? Combien de temps Washington et Pékin pourront-elles souffler simultanément le chaud et le froid dans la région?

### LA MARCHÉ À L'OUEST

Le projet de «nouvelles routes de la soie» n'a commencé à être mis en œuvre que récemment. L'ambition est gigantesque. La voie terrestre (la Route) doit relier la Chine à l'Europe en traversant l'Asie continentale. La voie maritime (la Ceinture) part de l'Asie du Sud-Est pour aller jusqu'en Afrique de l'Est et au Maghreb. Six «corridors régionaux» doivent permettre de greffer un plus grand nombre de pays sur les deux axes principaux.<sup>2</sup>

Il s'agit de développer de façon cohérente un ensemble d'infrastructures, de multiplier les investissements, d'offrir des débouchés à des secteurs industriels souffrant sur le plan national de surproduction (ciment, acier), de constituer des voies de communication rapide, mais aussi de renforcer l'influence politique et culturelle du pouvoir chinois. Au bout du compte, l'objectif est de contribuer à faire de la Chine un pôle de référence «civilisationnel» mondial, alternatif aux Etats-Unis.

Les considérations géoéconomiques et géostratégiques sont au cœur de cette politique d'expansion multidimensionnelle. Il s'agit pour Pékin de sécuriser ses approvisionnements en matières premières et de réduire les coûts des transports; de mieux pénétrer des marchés dominés selon les cas par le Japon ou la Corée du Sud, par la Russie ou les Etats-Unis; de multiplier les passerelles permettant de contourner le détroit de Malacca, suscep-





tible d'être bloqué en situation de crise aiguë avec Washington, en passant par le Bangladesh, la Birmanie ou le Pakistan... Financièrement, le projet exigerait 800 milliards d'euros, réunis en partie grâce à la Banque asiatique d'investissement dans l'infrastructure (BAII). Malgré l'opposition déclarée des Etats-Unis, l'Allemagne, l'Australie, la France et le Royaume-Uni ont notamment répondu à l'appel.

Quelque 70 pays sont concernés par ce projet! Après avoir investi tous azimuts, vu notamment la montée des tensions avec les Etats-Unis, Pékin cherche à consolider en priorité son emprise dans sa périphérie asiatique, en y consacrant la moitié de ses prêts octroyés dans le cadre des nouvelles routes de la soie. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). Son influence est dominante au Laos ou au Cambodge, et considérable dans le bassin du Mékong, dont la Thaïlande, renforcée par la construction du chemin de fer reliant Kunming (au Yunan) à Singapour. Elle contrôle effectivement un nombre croissant de ports en Birmanie, Bangladesh, Sri Lanka, Pakistan, Maldives, Oman...

Les nouvelles routes de la soie doivent atteindre en Europe occidentale le Portugal, Venise et Rotterdam; les acquisitions et implantations s'opèrent en France, Grande-Bretagne, Suisse, Italie, Grèce (le port du Pirée!)... Un train de fret, au départ d'Yiwu, située au sud de Shanghai, court sur plus de 12 000 kilomètres pour relier directement la Chine à 32 villes européennes dont Londres, Madrid, Kouvo-la (Finlande), Duisbourg, Lyon.

De gros investissements sont déjà réalisés ou en négociation dans la plupart des pays d'Europe de l'Est. En Asie centrale, la route terrestre passe par le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan. Un « partenariat », initié en 2012, ne cesse de se renforcer, le « Format 16 + 1 » entre la Chine et 16 pays d'Europe centrale et orientale: Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Albanie et Macédoine.

Au Moyen-Orient et Afrique du Nord, la Ceinture débouche sur Djibouti, l'Éthiopie, l'Égypte, l'Algérie ou le Maroc; des accords renforcés sont actuellement négociés avec l'Iran confronté à l'embargo US.

En novembre 2017, un accord a été signé entre la Chine et le Panama, ce dernier adhérant au projet des Routes de la soie, en constituant donc formellement la troisième branche maritime de cette initiative.

Un tel effort d'expansion mondiale concentré sur un laps de temps aussi limité est sans précédent. Son coût social, culturel et écologique sera, on peut le craindre, considérable – de même que les risques économiques et financiers, renforcés par les aléas politiques: possibles renversements d'alliances de gouvernements nationaux, opérations engagées dans des zones de conflit telles la bordure himalayenne (du Cachemire à l'Arunachal Pradesh) ou le

litaire international de la Chine progresse rapidement. Sa capacité navale se renforce de façon continue. Pékin multiplie les accords autorisant ses navires de guerre à mouiller dans des ports étrangers. Elle participe de façon majeure aux opérations de « maintien de la paix » de l'ONU, à hauteur de 35 000 soldats (chiffre de 2015), une façon soft de se déployer. Elle mène ses propres manœuvres d'extraction de ses nationaux en zone de crise (comme au Yémen).

Le fleuron de cette expansion militaire est évidemment la base de Djibouti, conçue pour accueillir 10 000 soldats. L'importance stratégique de ce territoire est considérable (c'est bien pour cela qu'il abrite



Impressionnant développement de la marine de guerre chinoise: ici le navire d'assaut amphibie Changbai Shan. Wikimedia Commons.

Moyen-Orient, contre-offensive de puissances concurrentes (comme en Birmanie). Le cas du port de Gwadar est emblématique. Il est situé sur la côte du Baloutchistan, au sud-ouest du Pakistan, où se poursuit une lutte indépendantiste et où nombre d'Etats interfèrent (Inde, Afghanistan...).

#### LE DÉPLOIEMENT MILITAIRE

L'armée chinoise est considérée comme la deuxième au monde, même si ce jugement est largement quantitatif. L'expérience au feu de son personnel et de son matériel reste limitée. Des impérialismes mineurs, comme la France, peuvent posséder un savoir-faire (opérations d'infiltration et de commandos) ou des technologies (comme le bâtiment de projection et de commandement Mistral) que la Chine n'a pas. Celle-ci est aussi largement supplantée par la Russie en matière de flotte océanique de sous-marins stratégiques...

Néanmoins, parti de rien, le dispositif mi-

aussi des bases étatsunienne ou française). L'implantation sur le plan international de dix-huit bases militaires serait planifiée.

#### CONFLITS D'INFLUENCE

L'expansion mondiale de la Chine la place en concurrence directe, dans leurs zones d'influence traditionnelles, avec toutes les puissances existantes: la Russie en Asie centrale et en Bélarus, l'Inde en Asie du Sud, les Etats-Unis en Amérique latine, les Européens chez eux, tout le monde en Afrique...

Dans l'Arctique, la Chine cherche les moyens de participer à l'ouverture des voies polaires, rendue possible par le réchauffement climatique, et à l'exploitation de ressources jusque-là inaccessibles.

En Afrique, elle a pris la tête de la compétition générale engagée pour le contrôle des richesses, au point que l'on parle aujourd'hui de la Chinafrique comme de la

Françafrique.

En Asie centrale, Moscou et Pékin peuvent faire front commun face aux Etats-Unis ou à l'Union européenne. L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) offre un cadre permanent d'alliance en matière de sécurité, influent en Asie centrale, en Afghanistan, au Moyen-Orient. Un sommet s'est récemment réuni, le 8 juin, entre Moscou, Pékin et Téhéran. Cependant, plus la pénétration chinoise se développera à la périphérie russe, et plus le conflit latent deviendra structurel. Il se cristallise notamment sur le contrôle des richesses pétrolières de la région.

Sur le théâtre indo-pacifique, de nouvelles alliances se font jour pour contrer la montée en puissance de la Chine, tel le Quad (pour *Quadrilateral Security Dialogue*) initié en novembre 2017 par les Etats-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde.

En Amérique latine, La Chine poursuit depuis le milieu des années 2000 des objectifs très importants, de plusieurs ordres :

- Politique: consolider son influence globale, être une voie de recours financière face à l'hégémonisme US, isoler diplomatiquement Taïwan...

- Géoéconomique, le cas de la Bolivie étant illustratif: la Chine a récemment installé une centrale hydroélectrique dans la province de Cochabamba, elle participe à la construction d'usines de sucre, de potassium, d'acier, de routes, ainsi qu'à une mise à niveau du système de sécurité publique et des télécommunications. Elle lorgne sur l'une des plus grandes réserves de lithium au monde.

- Géostratégique. La Chine peut «montrer le drapeau» sur ce continent aussi: contingent en Haïti dans le cadre des opérations onusiennes, base extraterritorialisée en Patagonie (Argentine) ayant pour but officiel de préparer l'envoi d'un engin sur la face cachée de la Lune – gérée par l'armée, elle permet surtout à Pékin de surveiller l'hémisphère sud.

La Chine est maintenant le principal partenaire commercial des plus grandes économies d'Amérique du Sud: Argentine, Brésil, Chili, Pérou, Venezuela. Signe des temps, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a affirmé en février 2018 que les pays d'Amérique latine n'avaient pas besoin de se jeter dans les bras d'un nouvel empire (comme si l'empire US était un

«allant de soi» !).

### ATOUTS CHINOIS DANS LA GUERRE

Trump préfère le bilatéralisme au multilatéralisme, dont il conteste l'efficacité. Il peut prendre des mesures protectionnistes et en susciter d'autres en retour. Il se heurte néanmoins à un problème de taille: la mondialisation capitaliste, l'organisation mondiale de chaînes de production et de valeur, la financiarisation sont un état de fait auquel participe une grande partie de l'économie US.

La Chine a ses propres contradictions mais, dans ce contexte, elle bénéficie notamment de deux atouts: son mode d'expansion international «à l'ancienne», piloté par l'Etat, et l'importance majeure pour les autres de son économie. Voir se refermer les portes du nouvel Empire du Milieu aurait des conséquences implacables – et Xi Jinping peut effectivement les fermer.

La Chine n'en est pas moins immergée dans le monde capitaliste et les fortunes chinoises ont allègrement goûté aux délices de la spéculation et des paradis fiscaux. Xi Jinping répond à ces «dérives» en renforçant son contrôle sur tout, y compris le taux de change du yuan, ou en mettant en œuvre un système de surveillance sociale de masse qui concerne les entreprises étrangères et pas seulement les nationaux... Pékin a donc de sérieux moyens de ripostes dans les conflits commerciaux en cours.

La première manche du match commercial Trump/Xi semble avoir tourné, en mai, à l'avantage de la Chine.<sup>3</sup> Depuis, Pékin ne fait ostensiblement que répondre à montant égal aux mesures prises par Washington – et fait jouer ses relations jusque dans les bases électorales du président des Etats-Unis. Xi a notamment tissé des liens personnels avec les producteurs de soja de l'Iowa dont les exportations sont frappées par les mesures de rétorsions chinoises.

La Chine reste dépendante de ses importations massives de composants électroniques. L'entreprise de téléphonie ZTE a dû suspendre la fabrication de lignes de produits après avoir été sanctionnée par Washington pour détournement des embargos contre l'Iran et la Corée du Nord. Cependant Pékin se pourvoit aussi en «puces» au Japon, à Taïwan, en Corée du Sud. La direction Xi prévoit de mettre le paquet pour rattraper son retard persistant en matière de haute technologie (avec quel succès?). Une vingtaine de

secteurs de pointe ont été décrétés stratégiques. La compétition sur ce terrain sera probablement plus décisive que la manipulation des droits de douane.

### INCERTITUDES, RISQUES FINANCIERS ET POLITIQUES: UNE PHASE DE «CONSOLIDATION»?

Après une période de déploiement phénoménal, tous azimuts, du capitalisme chinois, la direction Xi Jinping semble éprouver le besoin de faire le point et de redéfinir des priorités. L'acquisition boulimique d'entreprises étrangères a couvert des opérations de spéculation financière. Pours'assurer de prêts préférentiels, des investisseurs se sont inscrits de façon induue dans le programme des routes de la soie. Les risques financiers n'ont trop souvent pas été sérieusement évalués. Or, la situation internationale évolue rapidement – et le «facteur Trump» augmente les incertitudes.

Le Venezuela offre un exemple des dangers auxquels Pékin peut être confronté.<sup>4</sup> Les rapports entre les deux pays se sont rapidement développés à l'époque de Chávez. Ces accords ont largement été centrés et garantis sur la production pétrolière. Tout en se libérant de l'emprise US, le Venezuela s'est massivement endetté à l'égard de la Chine. Face à la situation de crise actuelle, Pékin a interrompu d'importants investissements, réduit ses prêts, nombre de travailleurs chinois retournant dans leur pays (ils étaient 400 000). Principal créancier, loin devant la Russie, la Chine pourrait un jour exiger de prendre le contrôle de la production pétrolière. Si elle ne l'a pas fait, c'est probablement pour des raisons politiques. Elle risque très gros en cas de renversement du régime. Elle a été moins patiente envers d'autres pays.

L'accession de la Chine au rang de deuxième puissance mondiale est un fait accompli. On ne peut cependant se contenter de projeter les tendances récentes dans l'avenir. La géopolitique chinoise est dans une phase incertaine d'adaptation et pas simplement de consolidation et d'expansion linéaire. □

<sup>1</sup> Voir Pierre Rousset, «Péninsule coréenne: Un fragile espoir de paix après la rencontre Kim-Trump», 21 juin 2018, sur <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article44871>.

<sup>2</sup> Laure Siegel, «Avec la route de la soie, la Chine veut conquérir l'économie monde», *Mediapart*, 31 mars 2018.

<sup>3</sup> Arnaud Leparentier, «Les Chinois gagnants de l'armistice commercial avec Trump», *Le Monde de l'économie*, 21 mai 2018.

<sup>4</sup> *Globalization Monitor*, 13 mars 2018.

# Corée du Nord : qui est le méchant ?

PAR RÉGINE VINON

*La Corée du Nord se trouve sous les feux de l'actualité, avec toute la panoplie de caricatures sur les rapports entre les deux « fous » que seraient Trump et Kim Jong-un. Au-delà de ces frasques, quelles sont les raisons historiques qui ont fait de la Corée du Nord ce qu'elle est aujourd'hui ? D'où vient sa prétendue volonté d'isolement ? Les Etats-Unis n'y sont-ils pour rien ?*

**D**ans les médias occidentaux, il a beaucoup été question de la Corée du Nord à partir de septembre 2017, lors de l'escalade verbale entre Trump et Kim Jong-un à propos des essais nucléaires menés par ce dernier. Il y a moins d'un an en effet, Kim Jong-un envoyait ses missiles dans le Pacifique, Trump qualifiant alors le

Pyongyang. Où cela allait-il s'arrêter ?

## APRÈS LE SOMMET DE SINGAPOUR

Il semble, à l'heure où nous écrivons, peu après le sommet qualifié d'historique du 12 juin à Singapour entre Trump et Kim Jong-un, première rencontre entre un président US en exercice et un dirigeant nord-coréen, que le climat

du Sud. Les délégations des deux Corées avaient défilé conjointement lors de ces JO. S'en était suivi un sommet entre les deux présidents le 27 avril, où ils se sont mis d'accord, en principe, pour mettre fin à la guerre de Corée de 1950-1953 (fin qui n'a jamais été officiellement actée par un traité de paix, seulement par un armistice). Ils ont également convenu d'entamer une désescalade et de réunir les familles divisées depuis la séparation du pays. Le président sud-coréen, Moon Jae-in, en place depuis mai 2017, a demandé, en signe de bonne volonté, de repousser les exercices militaires conjoints entre les Etats-Unis et la Corée du Sud, « Food Eagle »<sup>1</sup>, qui ont lieu tous les ans. L'exercice a d'ailleurs duré un mois au lieu de deux, avec des effectifs réduits. Lors de ce sommet a été abordée la question de la réunification du pays, divisé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale à hauteur du 38<sup>e</sup> parallèle. Le Sud sous influence US, le Nord sous influence russe – puis chinoise.



Le rapprochement entre les deux leaders coréens, Kim Jong-un et Moon Jae-in, date déjà de quelques mois. DR.

président nord-coréen d'« homme-fusée » et menaçait son pays de destruction totale. Kim Jong-un avait quant à lui dénoncé « l'attitude mentalement dérangée d'un président des Etats-Unis » et affirmé qu'il ferait payer cher à « l'homme à la tête du commandement suprême aux Etats-Unis son discours appelant à la destruction totale de la Corée du Nord ». Parallèlement, un nouveau train de sanctions était décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU, en réponse à un nouvel essai nucléaire de

soit à l'apaisement. L'avenir peut réserver encore des surprises, tant les deux dirigeants sont imprévisibles mais, pour l'instant, la démarche est engagée : dénucléarisation contre suspension des sanctions.

Ce sommet s'est tenu après plusieurs événements indiquant qu'un réchauffement était en marche. Ce dernier s'est manifesté une première fois cet hiver entre les deux Corées, lorsque la Corée du Nord accepta de participer aux jeux Olympiques de Pyeongchang en Corée

## POURQUOI LE RÉCHAUFFEMENT ?

Trump explique ce réchauffement par ses méthodes musclées, qui auraient forcé le dirigeant nord-coréen à faire amende honorable. Ce seraient donc les menaces d'un déluge de feu sur la Corée du Nord qui auraient fait plier Kim Jong-un. Vraiment ? Ces menaces n'ont pourtant pas dissuadé Kim Jong-un de mener ses tests l'an dernier. L'explication est bien entendu à chercher ailleurs et, dans le match en cours, il semble que ce soit plutôt le dirigeant nord-coréen qui ait jusqu'à présent réussi à imposer sa volonté. C'est bien pourquoi Trump continue son cinéma, pour essayer de masquer la crainte bien réelle de l'impérialisme US vis-à-vis de l'arme nu-

claire déployée par le régime nord-coréen. Et c'est en connaissance de ce qu'est un rapport de forces que Kim Jong-un a réussi à faire venir Trump à la table des négociations.

Il faut ajouter à cela la politique déployée par le président sud-coréen. En fait, explique David Whitehouse, spécialiste de la Corée<sup>2</sup>, le changement d'attitude des deux côtés du Pacifique tient beaucoup à l'opiniâtreté du président sud-coréen. Ce dernier a entamé des échanges directs avec Kim Jong-un dès son arrivée au pouvoir en mai 2017. Il a persisté durant toute la période de surenchère verbale, et a tenu tête à Trump lorsque ce dernier parlait d'un déluge de feu qui allait s'abattre sur la Corée du Nord, en disant clairement qu'il n'y aurait pas de guerre en Corée contre la volonté de son gouvernement. Il s'était d'ailleurs fait rappeler à l'ordre dans un tweet de Trump l'été dernier : « *La stratégie d'apaisement ne mène à rien* ». Le président sud-coréen souhaite avant tout éviter que son pays ne redevienne un terrain de guerre et se montre très diplomate vis-à-vis de son homologue : « *Nous ne souhaitons pas l'effondrement de la Corée du Nord, et nous n'œuvrerons pas à une quelconque réunification par l'absorption du Nord dans le Sud.* »<sup>3</sup>

De quoi rassurer à la fois Pyongyang et sa propre population, peu favorable à une fusion qui serait fort coûteuse. L'exemple de la réunification de l'Allemagne, menée au pas de charge, constitue davantage un contre-exemple, et pousse à envisager plutôt une politique de petits pas. Les capitalistes sud-coréens sont également favorables à un apaisement, car ils pourraient alors bénéficier d'une main-d'œuvre nord-coréenne sous-payée. Une volonté illustrée par un scandale de versements en sous-main en 2000, lors du premier sommet intercoréen : la famille Hyundai avait en effet remis 400 millions de dollars au père de Kim, juste pour tenir cette réunion ; l'Etat sud-coréen avait mis au pot 100 millions supplémentaires. La rencontre en question a ainsi été surnommée le sommet « cash-for-summit » (de l'argent pour le sommet)... Les élites dirigeantes des deux Corées veulent mettre un terme à des décennies d'une politique belliqueuse qui a mené à une impasse. Le processus de discussion a soulevé des deux côtés des attentes de la population, attentes qu'aucun des deux leaders ne veut décevoir.

Du côté nord-coréen, le changement de politique que représente le rapprochement a également suscité des espoirs au sein de la population. Le discours de Kim Jong-un lors du Nouvel An, où il a affirmé que les dépenses militaires seraient réinvesties dans le développement économique, a été très apprécié au Nord comme au Sud. Après le sommet commun, 78% des Coréens du Sud faisaient confiance à Kim Jong-un, contre 10% seulement quelques semaines auparavant!<sup>4</sup>

Le dirigeant nord-coréen, à l'instar de son voisin chinois avec ses réformes économiques des années 1980, cherche à développer l'économie et à la faire intégrer le marché mondial. Il a déjà accompli des réformes autorisant, par exemple, les dirigeants d'entreprises à choisir leurs propres fournisseurs, ou encore à fixer leurs salaires en se passant des directives nationales. Et il espère pousser plus avant l'émergence d'une classe moyenne, déjà présente depuis quelques années, en s'ouvrant au marché mondial. Pour cela, il a bien sûr besoin d'une levée des sanctions. Kim Jong-un mène cette politique tout en maintenant son pouvoir dictatorial. Cela lui est nécessaire pour faire accepter des sacrifices importants à sa population, comme lors des grandes famines des années 1990. La situation économique semble certes s'être améliorée depuis, mais il reste de grandes poches de pauvreté, et peu d'espace de liberté sous ce régime. Il ne fait pas bon être opposant politique en Corée du Nord ! Et il est certain que les dépenses militaires nécessaires à sa course vers l'armement nucléaire s'effectuent au détriment du niveau de vie des populations.

### UN RAPPORT DE FORCES IMPOSÉ AUX ETATS-UNIS

Du côté des Etats-Unis, les choses ont changé l'année dernière lorsque la Corée a prouvé avec éclat aux yeux du monde qu'elle possédait de véritables moyens de dissuasion nucléaire, et que ce n'était pas du bluff. Tant que les conflagrations possibles étaient limitées à la péninsule, cela ne dérangeait pas du tout les Etats-Unis. Trump avait d'ailleurs explicitement déclaré que cela ne le gênait pas que des gens meurent « là-bas ». Les Américains, selon la formule consacrée, étant prêts à mourir jusqu'au dernier Asiatique... Cette affirmation a d'ailleurs fait chuter

drastiquement sa popularité au Sud, avec seulement 9% de la population approuvant la politique du président US.

En réalité, Trump veut avant tout éviter que les Etats-Unis puissent être atteints par les armes nucléaires nord-coréennes. Et Kim Jong-un a accentué la pression en déclarant de façon provocante qu'il ne ferait pas d'autres tests, car son pays était satisfait de ses armes. Il avait ainsi atteint son but, qui était de dissuader une quelconque attaque US contre son pays en construisant des armes qui pourraient atteindre le territoire étatsunien, ce qui a été, de tout temps, la ligne rouge que l'état-major militaire US n'a jamais laissé franchir. La leçon à en tirer semble être : si vous voulez retenir l'attention de l'impérialisme US, vous avez besoin d'une arme qui le menace sur son territoire...

Ainsi, tous les ingrédients sont dorénavant réunis pour que puisse s'amorcer une normalisation de la péninsule et des rapports entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. Mais ce n'est pas la première tentative en ce sens, et « l'isolationnisme » de la Corée du Nord n'est pas l'évidence que d'aucuns considèrent comme telle...

### ISOLATIONNISTE, LA CORÉE DU NORD ? PAS SI SIMPLE

Il ne faut pas oublier la période historique qui a mené à la situation actuelle. La Corée a été une colonie japonaise pendant de longues années, de 1905 à 1945, lors d'une répartition, déjà, entre les Etats-Unis et le Japon afin de délimiter leurs zones d'influence respectives. L'économie coréenne, bien que très dépendante du Japon, était en 1945 la deuxième économie asiatique. C'est Washington qui a déclaré unilatéralement, en août 1945, que la Corée serait divisée en deux zones d'occupation par une ligne longeant le 38° parallèle. Comme ailleurs dans le monde, une partie, en l'occurrence le Nord, fut attribué à l'Union soviétique, et l'autre aux Etats-Unis. C'est cette même frontière qui sépare encore aujourd'hui les deux Corées.

Depuis, la Corée du Nord s'est sentie à juste titre menacée par les Etats-Unis et son allié du Sud. C'est bien la crainte d'une attaque nucléaire US qui a poussé le régime à se





doter d'une force de dissuasion. La Corée du Nord avait été dévastée par la guerre de Corée menée par les Etats-Unis, qui fit des millions de morts, au plus fort de la Guerre froide et de la politique de containment («endiguement» du «communisme») américaine. La crainte d'une attaque nucléaire US se fondait sur la demande du général Douglas MacArthur, commandant des forces alliées pendant la guerre de Corée, d'utiliser l'arme nucléaire pour se venger de sa défaite humiliante. Cela lui a été refusé, de crainte d'une réaction chinoise et russe.

### LA POLITIQUE D'OUVERTURE NE DATE PAS D'HIER

La Corée du Nord a toujours essayé de desserrer l'étau dans lequel l'avaient enfermé les Etats-Unis. Tous les dictateurs nord-coréens qui se sont succédé, de père en fils, Kim Il-sung (de 1948 à 1994), Kim Jong-il (de 1994 à 2011) et Kim Jong-un (depuis 2011), ont cherché à rompre cet isolement économique forcé. Dès 1971, des échanges ont eu lieu entre les deux Corées, et en 1973, la Corée du Nord a été admise à l'Agence internationale pour l'énergie atomique, acceptant que des inspecteurs viennent contrôler ses propres centrales.

Mais toutes les tentatives dans le sens d'un rapprochement ou d'une désescalade avec les Etats-Unis se sont jusqu'ici soldées par un échec, car elles ont été remises en cause par des gouvernements US revanchards, arrivant aux affaires après des négociations menées par leurs prédécesseurs. A la suite de la découverte des activités nucléaires de la Corée du Nord, Clinton avait par exemple accepté en 1994 de normaliser les relations avec le Nord en échange de la fin du programme d'armes nucléaires. Il était aussi question de la livraison, par un consortium international, d'une centrale atomique à eau légère, comportant moins de risques de détournement de l'énergie à des fins militaires. Il s'agissait de procéder par petits pas, en ouvrant au Nord le commerce et le crédit, pendant que les Etats-Unis fourniraient les besoins du pays en énergie avec du pétrole.

Mais les promesses US n'ont pas été tenues. La position de l'administration était que le régime du Nord était sur le point de s'effondrer, et que les Etats-Unis n'avaient

qu'à attendre. Lorsque George W. Bush fut élu, il espaça les livraisons de pétrole et la centrale ne fut jamais construite. C'est en constatant que les Etats-Unis traînaient des pieds pour normaliser leurs relations, alors que son propre programme nucléaire avait bien été gelé, que le régime nord-coréen chercha à se doter d'un programme d'enrichissement de l'uranium. Les années Bush et le renversement du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en 2011, malgré l'abandon de son programme militaire

d'entamer une période de coopération économique afin d'élever le niveau du Nord, dans le but ultime d'engager une réunification. Le Sud voulait éviter le chômage de masse qui avait résulté de l'unification rapide des deux Allemagnes à la fin de la Guerre froide. Un autre but de cette approche graduelle était d'assurer les dirigeants du Nord qu'ils ne seraient pas renversés par l'élite plus avancée du Sud. En 2000, les propositions d'une période longue de confédération



La guerre de Corée a été dévastatrice : trois millions de morts, essentiellement des civils et principalement en Corée du Nord. DR.

en 2003, avaient fait comprendre aux dirigeants nord-coréens qu'ils seraient renversés s'ils ne maintenaient pas une attitude très solide face aux Etats-Unis. En 2002, Bush avait inclus la Corée du Nord dans «l'axe du mal». C'est en réaction à la politique américaine que le régime nord-coréen s'est de plus en plus engagé dans ses recherches nucléaires militaires. De l'autre côté du 38<sup>e</sup> parallèle, en Corée du Sud, la «politique du rayon de soleil» a été amorcée avec le Nord par les présidents Kim Dae-jung (1998-2003), puis Roh Moo-hyun (2003-2008). Deux sommets intercoréens se sont tenus à Pyongyang en juin 2000 puis octobre 2007, des investissements commerciaux ont été réalisés et des membres de familles séparées depuis les années 1950 ont pu se retrouver. En 2000, Kim Dae-jung a d'ailleurs reçu le prix Nobel de la paix pour cette politique. Son but était

lâche, qui préserverait le régime du Nord et permettrait une présence étatsunienne au Sud, furent adoptées par le père de Kim lors d'un sommet commun. Ce qui nous est actuellement présenté comme un bouleversement des relations bilatérales des deux Corées et des rapports entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, a été donc engagé depuis fort longtemps. Il semble pourtant qu'aujourd'hui, les Etats-Unis soient en moins bonne position pour rejouer leur partition habituelle. Ce qui ne veut pas dire que nous soyons à l'abri de nombre de rebondissements. □

1 Il s'agit d'un des plus grands exercices militaires conduits dans le monde, et cela constitue une source permanente de friction avec le gouvernement de la Corée du Nord.

2 David Whitehouse, «Trump's bluff, bluster and bombast in Singapore», 11 juin 2018, <https://socialistworker.org/2018/06/11/trumps-bluff-bluster-and-bombast-in-singapore>.

3 Discours de Moon à Berlin, en juillet 2017, cité par le Monde diplomatique de juin 2018.

4 David Whitehouse, op. cit.

# L'impérialisme français aux rayons X du Moyen-Orient

PAR YANN CÉZARD

*Dans le numéro précédent de notre revue nous relevions que Macron, invité de Trump à la Maison Blanche, ressemblait terriblement à une sorte de « toutou en laisse »... « Rapport de forces oblige » : c'est-à-dire ? L'impérialisme français est-il vraiment si faible ?*

Impérialistes, la bourgeoisie française, ses grandes entreprises, son Etat, le sont et le restent sans conteste. Ils profitent allègrement de la mise en coupe des richesses et des tra-

dernières années, on ne peut s'empêcher de penser que le roi est nu (en tout cas dans cette région du monde, car c'est certainement moins vrai en Afrique). Le Moyen-Orient, et singulière-

il s'agit autant que possible de poursuivre le désengagement militaire direct. S'il a dû y renoncer en Afghanistan, il tente de trouver une entente avec la Russie pour le faire en Syrie. Rupture, parce que dans « l'Orient » réputé « compliqué », il a préféré jouer à Alexandre le Grand et trancher le nœud gordien de son glaive, en reconfigurant toute la politique US autour d'un principe simple : il y a les amis et il y a les ennemis, point.

L'administration Obama, prise de court par la vague de révoltes dans le monde arabe en 2011, soucieuse avant tout de quitter l'Irak et de contenir l'instabilité de la région sans prendre trop de coups, avait quant à elle tenté une sorte de politique de « balance » entre les anciens régimes et les dictatures militaires bousculés d'un côté, et les Frères musulmans de l'autre, en signifiant qu'elle n'était pas hostile à l'arrivée de ceux-ci au pouvoir. Par ailleurs elle faisait un petit pas vers l'Iran, avec l'accord nucléaire iranien, et prenait de facto un peu de distance avec le grand allié saoudien.

C'est avec ce jeu complexe et prudent que Trump rompt brutalement. Il choisit d'aller à fond dans le durcissement de l'axe Etats-Unis-Israël-Arabie saoudite (et satellites dont les Emirats et l'Egypte). Et pour cimenter cet axe, quoi de mieux (outre des intérêts économiques considérables, un accord sur le prix du pétrole, des contrats d'armement gigantesques etc.) que de sonner le branle-bas contre un ennemi incarnant le « mal absolu », l'Iran ?

Est-ce une folie du point de vue des intérêts généraux de l'impérialisme US ? Cela n'a rien d'évident, tant qu'il ne s'agit pas d'aller faire la guerre directe-



vailleurs du globe, non sans user, parfois, de pressions financières, économiques, militaires, contre les sociétés qu'ils veulent faire plier et assujettir à leurs intérêts.

L'impérialisme français est peut-être aussi celui qui montre le plus grand écart entre ses prétentions mondiales et ses moyens réels. Cet écart (que l'on pourrait chiffrer, même si ce n'est qu'un biais limité, par la baisse continue de ses parts dans le commerce international, le PIB mondial, etc.), les dirigeants français en ont d'ailleurs la plus vive conscience, et depuis longtemps, au moins 1945, puisqu'ils n'ont cessé depuis la fin de la guerre de construire des cadres internationaux susceptibles de démultiplier leur influence, aussi différents que l'Union européenne, la Françafrique ou l'alliance quasi inconditionnelle avec les Etats-Unis.

Mais si on considère les rodomontades chroniques des gouvernements français sur la scène du Moyen-Orient ces

remment la politique de Trump dans la région, sont un cruel révélateur de cette faiblesse.

## L'AUDACE PAS SI FOLLE DE TRUMP

Le contraste est frappant entre les possibilités françaises et étatsuniennes. L'impérialisme américain doit certes composer avec le principe de réalité : il n'est pas tout-puissant. L'inférieur borbier irakien qui a suivi l'invasion de 2003, le grand affaiblissement consécutif de la position américaine au Moyen-Orient par rapport au triomphe de la Guerre du Golfe de 1990-1991, ont été pour lui une douloureuse piqûre de rappel.

Or Trump est-il en train, par mégalo-manie, de refaire le coup désastreux de Bush en 2003 ? Alors même qu'il condamnait vigoureusement les expéditions militaires de ses prédécesseurs pendant sa campagne ? On en est quand même loin. Il y a en réalité rupture et continuité avec la politique d'Obama dans la région. Continuité car



ment à l'Iran. Le pari reste tout de même, pour l'instant, moins audacieux que l'agression de l'Irak en 2003, et dans la mesure où les menées des uns ou des autres ne finissent pas par dégénérer en conflit ouvert. Isoler à nouveau l'Iran comme « Etat paria », le déstabiliser, l'asphyxier économiquement, c'est-à-dire affamer son peuple, ne permettra sans doute pas, autant qu'on peut le juger, d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire (au contraire même). Cela permettra peut-être, à court terme, de l'obliger à recu-

l'égard des populations que les sanctions de Trump contre l'Iran).

Quant à savoir si Trump risque d'être « isolé » du fait de cette politique, l'idée prête à sourire, quand bien même elle serait souvent caressée par la presse européenne qui se console comme elle peut. Bien sûr, sa dénonciation de l'accord avec l'Iran rencontre l'opposition de presque tous les autres gouvernements impérialistes occidentaux, de la Chine, de la Russie, mais aussi celle des Démocrates à l'intérieur des Etats-Unis. Et elle fait partie de cette panoplie de décisions unilatérales de Trump qui bouscule les relations établies avec les « alliés ». Cependant, la notion

sortent pas de l'accord. Eux le garantissent. Eux ne se laisseront pas dicter leur conduite par Trump... Mais le président Rohani, ne serait-ce que pour sauver sa peau en Iran, ne peut pas se laisser payer de mots. Il a été contraint de demander quelques garanties concrètes aux trois premières puissances européennes. Et il ne les a pas obtenues. Les Etats européens continueront-ils de commercer avec l'Iran ? D'y investir ? A ces questions les gouvernements français, allemand et britannique n'ont répondu que par des paroles en l'air et des fanfaronnades. La loi étatsunienne prévoit de « punir » non seulement les entreprises US mais aussi toutes les entreprises étrangères qui feraient des affaires avec l'Iran, du moment qu'elles utilisent le dollar, ou des composants fabriqués aux Etats-Unis, ou des brevets US, ou tout simplement qu'elles ont des activités commerciales ou financières sur le sol des Etats-Unis. Macron s'est indigné, Merkel s'est indignée, Bruno Le Maire a bombé le torse : « *Les Etats-Unis n'ont pas à être le gendarme économique de la planète* ».

On allait donc voir ce qu'on allait voir. Et on n'a rien vu. Au sommet européen de Sofia début juin, les Macron et autres Merkel ont réaffirmé leur « détermination ». La Commission européenne a donc dégainé une « loi de déblocage » qui « autorise » du point de vue du droit... européen, les entreprises à ne pas se sentir concernées par cette loi étatsunienne. Ce qui leur fait une belle jambe ! Quelle multinationale française ou allemande prendrait le risque de se voir écartée du marché US pour pouvoir continuer de vendre en Iran ?

Macron a lui-même donné la fiche de lecture dans un couloir (dixit le Monde) : « *On ne forcera pas les entreprises à faire ce qu'elles ne veulent pas faire [...], il faudra voir plutôt du côté des petites entreprises* ». Comprenez : les multinationales, impliquées fatalement avec le marché et la finance américaines, ne voudront pas prendre de risques. On les comprend, et on ne leur fera pas plus de remontrances que lorsqu'elles licencient. Les entreprises ne pouvant pas être obligées à faire ce qu'elles ne veulent pas faire (enfin, si, par Trump), les multinationales ont comme prévu annoncé qu'elles se pliaient à la nouvelle politique US. Airbus a ainsi renoncé à d'énormes



ler sur ses positions extérieures (au Yémen et en Syrie). Mais cela permettra surtout de ressouder les rangs de tous les ennemis de l'Iran autour du grand frère étatsunien, et d'entretenir une atmosphère belliciste hystérique, dont chacun des dirigeants boutefeux, Trump, Ben Salman, Netanyahu, comptent bien retirer de gros bénéfices en politique intérieure.

### TRUMP, UN LOUP PAS SOLITAIRE

Evidemment, Trump, avec sa rhétorique un peu spéciale, pour ne pas dire tout simplement ignoble, donne un aspect très aventuriste à sa politique extérieure. Mais on aurait la mémoire courte en s'étonnant trop d'un supposé caractère inédit de la brutalité du président US. Après tout, il pioche à la fois dans l'arsenal de George Bush Junior (« l'Axe du mal ») et dans celui de Bill Clinton (le blocus impitoyable de l'Irak, bien plus criminel encore à

d'isolement est quand même toute relative quand on dirige la première puissance économique, financière, militaire, du monde, clef de voûte de tout le système impérialiste mondial, quand sa politique de provocations renforce l'alliance des plus grandes puissances régionales du Moyen-Orient, quand tous les gouvernements arabes n'en ont strictement que faire des souffrances du peuple palestinien et quand, enfin, les gouvernements européens qui se disent « en désaccord » sont en réalité incapables d'avoir leur propre politique, et n'ont d'ailleurs guère de motivation pour faire de cette affaire un motif de grand « clash » avec l'allié américain.

### FAIBLESSE EUROPÉENNE, VEULERIE DE MACRON

Les trois signataires européens de l'accord nucléaire iranien, Paris, Londres et Berlin, l'ont dit avec fermeté : eux ne

commandes d'avions. PSA se retire de son premier marché extra-européen (plus de 400 000 véhicules vendus l'année dernière). Total renonce à l'exploitation d'un important champ de gaz. Quelques jours après son envolée médiatique, Lemaire, un peu redescendu, déclarait donc que « la plupart des entreprises françaises ne pourra [sic] pas rester dans le pays ». Quant aux PME... Téhéran ne peut même pas trop compter sur cette petite monnaie. Car une PME européenne qui n'aurait ni client ni fournisseur aux Etats-Unis doit tout de même se trouver des financements auprès de banques européennes, qui elles-mêmes n'ont absolument aucune envie d'être sanctionnées aux Etats-Unis ! L'exemple de BNP Paribas est d'ailleurs encore tout frais pour leur rappeler la prudence, puisque celle-ci vient « d'accepter » (en plaidant coupable devant le tribunal) de payer aux autorités étatsuniennes une amende de 8,9 milliards de dollars pour avoir violé l'embargo contre l'Iran, Cuba et le Soudan.

### UN CRASH TEST HUMILIANT

Les autorités financières modélisent parfois des « crash tests » pour évaluer la solidité des banques face à d'hypothétiques chocs économiques. La politique de Trump au Moyen-Orient est un crash test fort humiliant pour cette « grande puissance » qu'est la France, et pour les « puissances » européennes en général.

Isolées, elles semblent démunies pour faire vivre, au moins dans cette région du monde, pourtant si stratégique pour elles, une politique qui serait différente de celle des Etats-Unis et plus profitable aux intérêts de leurs capitalistes et de leurs entreprises. Même ensemble, dans le cadre « européen », elles sont désunies. Car la moitié des gouvernements européens n'ont pas la moindre envie de contrer Trump et de se laisser dicter leur conduite par Macron et Merkel. Pologne, Hongrie, Tchéquie, etc. : ces pays, par ailleurs en grand désaccord sur bien d'autres sujets avec le « couple franco-allemand », préfèrent comme on sait acheter des F16 plutôt que des Rafale.

Déjà, à l'époque de la guerre contre l'Irak en 2003, ils avaient soutenu les Etats-Unis, tout comme le Portugal,

l'Espagne et la Grande-Bretagne. Chirac, s'imaginant sans doute maître de l'Europe, s'était exclamé qu'ils avaient « perdu une bonne occasion de se taire ». Ils ne se sont pourtant pas tus et ont continué d'acheter des F16. On peut en plus estimer que Trump leur a tellement fichu la trouille au moment de son élection, par sa volonté de rapprochement avec la Russie et l'évocation du désengagement US du parapluie de l'OTAN sur ces pays, qu'ils sont sous la pression de cette menace et se montrent d'autant plus conciliants avec l'occupant de la Maison Blanche, dont ils partagent souvent par ailleurs la rhétorique nationaliste et raciste. Les plus fayots ont même fait l'effort d'envoyer des représentants à l'inauguration de l'ambassade US à Jérusalem...

L'Union européenne est un géant économique et un nain politique. Travahillée par ses contradictions, par les divergences d'intérêts politiques et économiques entre ses capitalistes, entre ses Etats membres, dénuée d'un gouvernement qui puisse arbitrer, trancher, décider une politique cohérente, elle n'est pas près de grandir. Et si la construction européenne a permis aux capitalistes français ou allemands d'étendre leur terrain de jeu (de prédation), leurs marchés et leurs possibilités d'investissements, les « petits » Etats membres ne sont pas pour autant les vassaux de Paris et de Berlin, et ne leur offrent donc pas la « démultiplication de puissance » tant attendue.

Voilà les rapports objectifs, qui font qu'en donnant son coup de gourdin sur les crânes iraniens, le loup fort peu solitaire Trump en a profité pour coller au passage deux-trois baffes à ses amis et alliés européens. Un petit plaisir qu'il n'est d'ailleurs pas le premier président US à s'offrir.

### QUAND IL NE RESTE QUE L'HONNEUR... VENDONS-LE !

Depuis la décision de Trump sur l'accord nucléaire iranien, Macron n'a donc pu que confirmer la veulerie qu'il avait déjà manifestée en allant visiter son « ami » Trump à la fin avril. A Washington, il s'était ridiculisé en disant qu'il n'y avait pas de plan B, avant de s'empresser... d'en proposer un, qui reprenait en fait les exigences de Trump, et dont personne ne pouvait donc vouloir, ni les Iraniens, ni

Trump, puisque ce dernier cherchait avant tout des prétextes pour taper sur l'Iran et faire plaisir à ses alliés.

Au passage, Macron donnait alors du crédit aux érucations et aux revendications étatsuniennes, saoudiennes, israéliennes. Incapable de tenir sa propre ligne et de respecter réellement l'accord nucléaire, en le faisant respecter par les entreprises et le capital français, Macron propose maintenant aux Iraniens d'accepter, à nouveau, des « négociations » sur leur influence dans la région, sur les missiles, sur l'après 2025, donc toujours et encore sur les bases de Trump.

La baudruche de l'Elysée est même allée un peu plus loin dans l'abjection. D'abord en recevant très courtoisement Netanyahou, qu'il appelle son « ami Bibi », sans condamner ni les massacres de Gaza, ni les bombardements en Syrie. Mais en s'inquiétant, à l'unisson de « Bibi », des risques que l'Iran fait peser sur la stabilité de la région ! Puis en annonçant l'organisation d'une « conférence humanitaire internationale sur le Yémen », pour tenter de mettre fin à la famine et à la tragédie humanitaire en cours dans ce pays. Louable effort, s'il n'était fait en collaboration avec les principaux responsables de la tragédie en question, l'Arabie saoudite et les divers membres de la coalition militaire que celle-ci dirige dans ce pays, et sans la rébellion houthiste soutenue par l'Iran. Le grand affameur du Yémen, le dictateur saoudien Mohammed Ben Salman, sera ainsi la vedette de la conférence contre la famine...

Revoilà donc un président français qui nous rejoue la farce de la grandeur nationale : on se désole de la brutalité des alliés étatsunien, israélien, saoudien. On parle multilatéralisme, diplomatie, paix, droits de l'homme. Et on revient fatalement à l'essentiel, ce qui est à la portée d'une puissance impérialiste de second rang qui n'arrive pas à mener sa propre politique au Moyen-Orient, et qui pour préserver ses intérêts autant qu'elle peut, finit toujours par se vautrer dans le cynisme le plus total : gratter autant d'euros que possible aux monarchies du Golfe et aux dictatures militaires arabes, en leur vendant du béton et des armes.

De la posture morale hypocrite à la « realpolitik » la plus minable, la boucle est bouclée. □

# Fondations privées, mécénat du CAC 40 : il y a quelque chose de pourri au royaume de l'art...

PAR CATHERINE SEGALA

*Multiplication des fondations privées pour l'art contemporain, «mécénat» proposé par les plus grands groupes capitalistes du pays... Une forme de privatisation de la culture s'impose de façon de plus en plus spectaculaire en France. Quels en sont les ressorts ? Les profits et les profiteurs ?*

La culture et l'art, vecteurs d'émancipation, sont ramenés par la volonté d'un système avide de rentabilité à un statut marchand, avec le soutien et la bénédiction de l'Etat. L'impulsion, la préservation et la transmission, patrimoniale ou muséale, de l'art et de la culture en France ont traditionnellement été l'apanage du monarque, puis de l'Etat républicain. En 1959, De Gaulle crée le premier ministère de la Culture et nomme Malraux à sa tête. Disposant de 0,38 % du budget de l'Etat, il a pour mission de sauvegarder et valoriser le patrimoine, mis à mal par un demi siècle guerrier, de soutenir la création et de démocratiser l'accès à la culture via notamment l'ouverture dans toute la France des MJC.

## L'EXCEPTION ETATIQUE FRANÇAISE

Dès lors, profitant de l'euphorie des trente glorieuses, l'Etat va rester le grand ordonnateur de l'action culturelle jusqu'à la fin du XXème siècle. La figure emblématique, après Malraux, est Jack Lang qui, dès 1981, a à sa disposition un budget doublé en valeur absolue et croissant à un rythme double de celui de l'Etat. L'action se déplace de plus en plus vers la création, l'art vivant, et vers une forme événementielle (Fête de la musique, Technoparade...), symptomatique d'une demande moins patrimoniale et plus populaire de culture, mais aussi d'une réponse au développement d'un marché de la

culture formatée importé des Etats-Unis, sur le modèle Disney.

Mais c'est déjà sous les deux mandats de Mitterrand que débute la contre-réforme néolibérale. Avec le tournant de la rigueur, en 1983, on commence à parler de restrictions budgétaires. Débute la baisse des budgets, le désengagement de l'Etat, la privatisation, la marchandisation, dont nous vivons actuellement le paroxysme. Le budget de la culture est devenu incontournable, surtout dans le cadre de promesses électorales, mais en période de restriction budgétaire il apparaît toujours comme un luxe, un coûteux supplément d'âme et comme «une exception française». En effet la France est le pays (hormis la Suisse) où l'Etat est le plus engagé dans le domaine culturel et où les financements publics sont dominants. Les particuliers s'investissent surtout dans la préservation de «chefs d'œuvre en péril» familiaux et la plupart des entreprises ne voient pas l'intérêt de dépenser de l'argent dans ce domaine.

En France, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'aristocratie a créé une succession de structures adossées à l'Etat, depuis la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), en passant par la Fondation du patrimoine, jusqu'au Groupe national d'information et de concertation sur le patrimoine, créé en 2005 par Donnedieu de Vabres, ministre de la Culture. Toutes ces structures ont



pour vocation, avec l'aide des fonds publics, notamment 50 % des successions en déshérence, de financer l'entretien d'un patrimoine essentiellement privé, avec comme alibi la préservation d'un patrimoine immobilier et de paysages qui seraient «communs». Ces diverses structures regroupent le gratin de la droite la plus élitiste et la plus réactionnaire

qui profite d'une privatisation de l'argent public.

A contrario, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Espagne, la culture repose surtout sur les financements privés. Aux Etats-Unis également les musées sont privés, le spectacle vivant soutenu par les entreprises ou des associations dédiées, de même que la solidarité est fondée sur un charity business, héritage d'une culture protestante valorisant la fortune mais imposant moralement d'en redistribuer une partie. Ce système de financement privé de la culture et de la solidarité s'appuie sur un système fiscal favorable aux donateurs et sur un fonctionnement social contraignant.

**L'ETAT FRANÇAIS COPIE LE MODÈLE ÉTATSUNIEN**

Les lois Léotard, en 1987, sur le mécénat, et Lang, en 1990, sur les fondations d'entreprises, lancent la recherche de



Le Balloon Dog de Jeff Koons à Versailles... une bonne affaire pour Pinault. DR.

fonds privés pour la culture sans être encore véritablement incitatives fiscalement.

En 2002 le président Chirac, expose son projet : «Premier objectif : libérer l'initiative. Instaurer une nouvelle règle du jeu. Cela vaut d'abord pour l'Etat [...]. C'est ensuite encourager et impliquer dans notre vie culturelle tous les acteurs de la société civile : particuliers, associations, fonda-

tions, entreprises.» Le poste de ministre de la Culture est à cette époque volatil et, durant les deux mandats de Jacques Chirac, seul Jean-Jacques Aillagon (2002-2004) laissera sa trace en donnant son nom à la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

Cette loi a pour vocation de développer le mécénat des particuliers et des entreprises par des incitations fiscales, d'alléger la fiscalité des fondations, d'accélérer et de simplifier la reconnaissance d'utilité publique. En 2002 le mécénat et la philanthropie représentaient 2,1% du PIB aux Etats-Unis, contre 0,09% en France ! Mais en dix ans les dons des entreprises et des particuliers vont passer de 1 milliard d'euros à 3 milliards.

Selon l'ADMICAL, Association pour le développement du mécénat industriel et commercial, qui regroupe les mécènes, en 2002 le mécénat représentait environ 1700 entreprises, on comptait 473 fondations d'utilité publique, 73 fondations d'entreprises et 500 fondations abritées par la Fondation de France. En 2013, les entreprises mécènes étaient plus de 32000, 5,4 millions de foyers fiscaux étaient donateurs.

Ce subit engouement pour la solidarité, l'environnement et la culture, est dû aux conditions fiscales exceptionnelles de la loi Aillagon : pour les particuliers, réduction d'impôt de 66%, plafonnée à 20% du revenu imposable, pour les entreprises réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés à hauteur de 60% de leurs dépenses liées à la culture, à la solidarité et à l'environnement, dans la limite de 5 pour mille du chiffre d'affaires. Et même 90% dans le cas d'acquisition d'un trésor national !

Alors que les petites entreprises concentrent leur mécénat sur des opérations locales, sportives surtout, les grandes vont cibler la culture, et d'abord les arts plastiques, pour rechercher une valorisation nationale et internationale de leur nom ou marque à travers un vaste public et une large médiatisation. Résultat : alors qu'en 2018 le budget de la culture de l'Etat est de 3,6 milliards d'euros (plus 3,9 milliards alloués à l'audiovisuel), il faut y ajouter 500 millions provenant des entreprises.

**QUAND LE MÉCÉNAT SERT À VALORISER UNE MARQUE...**

Les réductions fiscales ont constitué un véritable tremplin pour l'image des

grandes entreprises, tout d'abord les groupes de luxe, tels Louis Vuitton, Kering (Pinault), mais aussi IBM ou les pétroliers, comme Total... Se targuant de philanthropie, tous ont adossé leur communication à des opérations culturelles. Le phénomène le plus frappant, et financièrement le plus significatif, est la multiplication des fondations d'entreprise qui permettent de financer la culture en direct sans passer par une institution publique existante. La Fondation Cartier est ainsi devenue un élément quasi naturel du paysage culturel parisien alors qu'elle porte le nom d'un bijoutier, la Fondation Edouard Leclerc est l'endroit culturel de Landerneau, le Musée de la chasse tire ses ors de la fortune des matelas Sommer...

Plus récemment, surfant sur la loi mécénat, et poussés à la surenchère par la concurrence entre eux-mêmes, les deux grands groupes de luxe français ont pris la main au niveau mondial. En France les deux profitent des largesses de l'Etat pour imposer leurs choix aux institutions et mettre en valeur leurs collections.

**ARNAULT ET PINAULT, MÉCÈNES... AUX FRAIS DE LA PRINCESSE**

La Fondation Vuitton, groupe LVMH, dirigé par Bernard Arnault, homme le plus riche de France, a été bâtie dans le bois de Boulogne, sur des terrains inconstructibles, la Mairie de Paris ayant modifié pour elle le règlement d'urbanisme. Le coût total en est de 800 millions d'euros, grâce à l'accumulation des avantages fiscaux à la charge de l'Etat à hauteur de 610 millions. Lors de son inauguration en 2014, Hollande remerciait pourtant Arnault de ce «cadeau aux Français» ! Il s'agit en fait d'un cadeau des «Français», dont la plupart n'auront jamais l'occasion de mettre les pieds à la Fondation Vuitton, au groupe LVMH, qui bénéficie d'un budget communication mondiale aux frais de l'Etat, d'une diffusion permanente du nom du groupe et de la reconnaissance des «élites» fondée sur une dérive explicite et légale de la notion de mécénat. Le ministre de la Culture se justifia alors en arguant que même si l'Etat subit un manque à gagner fiscal important, il s'agit d'argent qu'il n'aurait pas investi spontanément dans la



culture...

Le Musée d'art contemporain Pinault (groupe Kering), dont l'ouverture est prévue en 2019 dans les locaux de la Bourse du commerce, magnifique bâtiment historique au cœur de Paris (100 millions de travaux...), n'entre pas, lui, dans le cadre de la loi sur le mécénat car il s'agit d'un musée privé. Mais il bénéficie du soutien financier de la Ville de Paris, via un loyer symbolique concédé par Hidalgo : 7,5 millions pendant 2 ans puis 60 000 euros par an.... François Pinault va pouvoir y exposer 3000 œuvres de sa collection d'art moderne également présentées au Palazzo Grassi à Venise. Toute l'opération contribue à valoriser cette collection, et le choix en matière d'art contemporain est ainsi délégué au privé, avec le soutien de la mairie de Paris qui a choisi de ne pas développer elle-même un musée.

Ces nouvelles structures ont des moyens que n'a pas l'Etat, elles débouchent pour leur direction les acteurs du public, par exemple la directrice du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, passée chez Vuitton, ou Jean-Jacques Aillagon, père de la loi, qui conseille depuis plus de 10 ans François Pinault sur la valorisation et l'exposition de ses collections.

Jean-Jacques Aillagon, recyclant son carnet d'adresses, a notamment fait ouvrir les portes de Versailles, qu'il a dirigé de 2007 à 2011, aux artistes piliers de ces collections, tel Jeff Koons dont la cote s'envole d'autant plus : son « Balloon Dog », acquis dans les années 1990 pour moins de 1,5 million de dollars par le magnat de la presse et producteur de films new-yorkais Peter Brant, s'est vendu 58,4 millions de dollars. D'autres exemplaires en sont détenus par des patrons milliardaires, dont François Pinault.

La Fondation Galeries Lafayette, dernière en date, a ouvert en mars 2018, dans le quartier du Marais à Paris. Spectaculaire, ultra moderne, tant dans sa conception que dans les œuvres exposées, elle ajoute aux expositions des structures de création expérimentales. Financée à 60% par la déduction fiscale, on peut déjà dire de cette fondation qu'elle ne sera pas destinée au grand public qui la finance, mais qu'elle sera la vitrine et la caution élitiste d'un



système de distribution qui souffre de plus en plus de la concurrence du e-commerce et se cherche une nouvelle légitimité. Cette fondation se différencie des précédentes en ce qu'elle fournit des locaux aux artistes et des financements pour des « œuvres » quelquefois aussi chères à « fabriquer » que des films de cinéma.

#### **SURENCHÈRE ESTHÉTIQUE**

Les trois exemples ci-dessus sont aussi le lieu d'une surenchère esthétique. Les plus célèbres architectes mondiaux sont impliqués, Franck Gehry chez Louis Vuitton, Tadao Ando chez Pinault, Rem Koolhaas aux Galeries Lafayette. Les fondations se payent ainsi des signes extérieurs de pouvoir. Ces fondations en concurrence entre elles et

en recherche d'une reconnaissance planétaire (Paris étant encore la première destination touristique mondiale et bénéficiant toujours d'une aura culturelle issue de son passé), mettent en avant un art consensuel, cautionné par l'histoire... ou par le marché. Les grands combats artistiques des 19e et 20e siècle n'ont plus lieu d'être, c'est l'ère des valeurs sûres, ou de celles ayant déjà triomphé de la spéculation. Dans tous les cas la puissance publique, le peuple en somme, est spoliée d'un avenir artistique patrimonial au profit d'un présent rentable pour des groupes privés.

Il faut le reconnaître, quelques exceptions notables existent, moins médiatisées car plus adossées à une véritable mission artistique qu'à une recherche d'image et de rentabilité, comme la Fon-



La Fondation Louis Vuitton. DR.

dation Ricard qui, depuis plus de 20 ans, en collaboration avec le Centre Pompidou, soutient de jeunes artistes, et la Fondation Antoine de Galbert, La Maison Rouge, qui soutient et fait connaître depuis 2004 des collections privées, souvent axées sur l'art brut. Mais cette fondation ferme fin 2018. Antoine de Galbert, interrogé sur sa motivation, dit : « C'est parce que je suis convaincu que le développement culturel est pleinement vecteur d'amélioration sociale que j'ai finalement opté pour une fondation d'art contemporain. Un certain esprit d'utopie me fait penser que seuls les artistes ont la capacité de changer le monde. Quête identitaire, besoin de laisser une trace, réflexion politique et philosophique sur le sens même d'un patrimoine privé, ont aussi été des motivations

déterminantes dans le choix de créer une fondation. » Ce type de fondation bénéficie bien sûr des mêmes avantages, et attend, notamment pour Ricard, un retour sur investissement, mais a fait preuve d'un authentique engagement artistique, au-delà d'enjeux commerciaux et fiscaux.

#### **RICHESSSE PRIVÉE, PAUVRETÉ PUBLIQUE**

Bien d'autres fondations se développent à travers la France, privatisant sur fonds publics des endroits exceptionnels. Au même moment l'art vivant, les festivals, les associations, voient diminuer leurs budgets, souvent modestes, au fur et à mesure de la diminution des ressources publiques locales. Depuis 2016 les budgets culture de 59% des collectivités locales sont

en baisse. Si la réduction de la dotation de l'État aux collectivités est généralement invoquée, un autre élément d'explication doit être mentionné : un affaiblissement de l'ambition politique pour la culture, comme si elle n'avait plus la même évidence dans les politiques territoriales.

L'explosion vertigineuse du marché de l'art, due non seulement aux fondations, désireuses on l'a vu de valoriser leurs collections, mais aussi à l'émergence d'une classe d'ultra riches, prêts à payer à n'importe quel prix des œuvres servant à la fois de placement spéculatif et de caution culturelle, fait que les établissements publics n'ont plus les moyens d'acquérir de nouvelles œuvres. Exemple spectaculaire récent : le Louvre a acquis pour 10 millions d'euros le *Livre d'heures de François 1<sup>er</sup>*. Or 10 millions, c'est le double de son budget annuel d'acquisition... LVMH, encore lui, a mis 2,9 millions (défiscalisés) au pot et un financement participatif, « Tous Mécènes », a permis de rassembler 1,4 million auprès de 8500 donateurs. Il y a quelque chose de pourri au royaume de l'art...

Etonnamment cette éclosion de fondations ne génère pas de protestation. Un cas notable de « révolte » contre le mécénat culturel n'est d'ailleurs même pas lié à son détournement fiscal indécent. Des associations écologistes, comme 350.org, mènent campagne pour que le Musée du Louvre refuse le mécénat du groupe Total, car « l'or noir mécène est obscène »... La question est ramenée à une morale écologique, éminemment respectable, mais sans questionnement du système de ce grand mécénat.

La loi Aillagon de 2003 a donc ouvert un boulevard à la privatisation des politiques culturelles, conformément au fonctionnement général de l'Etat libéral. Le mécénat, développé à une telle échelle et favorisé par la puissance publique, accélère le développement d'une culture à deux vitesses : d'une part une offre luxueuse et figée dans un consensus mondialisé, le soutien à une création élitiste liée à un marché spéculatif, et d'autre part une culture paupérisée car non rentable. L'écart se creuse également entre quelques artistes riches et une majorité qui ne peut pas vivre de son art. Les publics populaires, eux, restent dépendants des budgets publics, stagnant ou régressant malgré de nombreuses initiatives locales. □

# Italie: le gouvernement de tous les dangers

PAR ANTONELLO ZECCA ET FRANCO TURIGLIATTO. TRADUCTION BERNARD CHAMAYOU.

*C'est donc en 2018 que la formule «l'extrême droite est aux portes du pouvoir» est devenue caduque en Europe. Au pouvoir, elle y est, en Pologne, en Hongrie, en Autriche, et maintenant en Italie, quatrième puissance économique du continent. Et ce gouvernement italien de coalition Mouvement Cinq étoiles (M5S)/Ligue est déjà un cas d'école. Une incroyable leçon de choses sur ce qu'est la démagogie.*

*La promesse sociale faite aux classes populaires et singulièrement aux chômeurs du sud, par le M5S? A la trappe. Le «revenu universel» est reporté. La promesse sociale faite aux petits et gros bourgeois cossus par la Ligue? A la trappe. L'ultra-libérale «flat tax» (un impôt sur le revenu réduit et quasiment plus progressif) est reportée. Trop chères, et d'ailleurs contradictoires entre elles, puisque la seconde, très populaire au nord, empêcherait de financer la première, très populaire au sud!*

*Mais peu importe si l'essentiel de leur programme «commun» est enterré. La Ligue et le M5S comptent se faire pardonner par les gogos en leur jetant un os à ronger: taper sur les migrants. Le nouveau gouvernement a donc inauguré son règne par le coup de l'Aquarius et toute une série d'infamies du même tonneau.*

*Mais que dire de l'indignation affichée de la Commission européenne et d'Emmanuel Macron? Sinon que dans le fond ils rivalisent largement dans l'ignoble avec Salvini et di Maio, et que de ce fait ils les renforcent? La Commission (et les gouvernements français et allemand avec elle) a donné l'impression de vouloir bloquer la constitution du nouveau gouvernement italien. Mais c'était exclusivement pour avoir une garantie sur les déficits et les engagements financiers de l'Italie. Macron a déclaré «irresponsable» la décision de fermer les ports italiens à l'Aquarius. Mais lui-même, plus que jamais, fait refouler les migrants au-delà des Alpes, refuse d'ouvrir les ports, veut décupler les expulsions. Comme le résume si bien, justement, le cynique Salvini à propos des migrants secourus en mer: «Malte ne bouge pas, la France repousse, l'Europe s'en fout.»*

*Au-delà des postures, tous d'accord pour respecter les intérêts des puissants et refouler toujours plus loin les migrants, quitte à les faire périr, en mer ou dans le désert libyen. Ce qui rend d'autant plus important de suivre attentivement la situation en Italie, les raisons du succès de ce nouveau gouvernement, de fait d'extrême-droite, et d'analyser sa politique. (YC)*

**L**e nouveau gouvernement «jaune-vert» dont le président est Giuseppe Conte, et les vice-Premiers ministres Luigi di Maio (Mouvement 5 étoiles – M5S) et Matteo Salvini (Lega<sup>1</sup>), est entré en fonction le 6 juin dernier. C'est le début d'une expérience dont l'issue reste sur bien des aspects inconnue, mais qui est dès maintenant clairement marquée à droite. Le programme approuvé par les deux partis politiques qui composent l'équipe gouvernementale, concrétisé par le «contrat de gouvernement», est sans équivoque: au-delà de formulations souvent fumeuses et volontairement vagues sur les questions sociales, le message anti-ouvrier et anti-migrants qui l'anime est très clair. Il assume sans discussion la place centrale des entreprises et la volonté de leur faire de nouveaux cadeaux fiscaux, et aussi la prise en compte des intérêts des grandes multi-

nationales italiennes, et donc des visées impérialistes du pays, en se cachant derrière la formule classique de la «défense des intérêts italiens».

## COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Pour comprendre la genèse de ce gouvernement, il faut tenir compte d'au moins six éléments :

- 1) Trois décennies de politiques néolibérales, menées indistinctement par des gouvernements de centre droit et de centre gauche; elles ont détruit les conquêtes sociales du mouvement ouvrier, en déstructurant le vieux monde du travail et en le restructurant selon les exigences de compétitivité internationale de la grande bourgeoisie. Le résultat est une fragmentation de la solidarité des travailleuses et des travailleurs et une baisse de la conscience de classe;
- 2) La transformation définitive de la

vieille social-démocratie en social-libéralisme: elle devient un parti entièrement au service du patronat, et sa base sociale et électorale change peu à peu<sup>2</sup>;

3) La crise de direction politique de la bourgeoisie, orpheline d'un référent politique stable et capable de prendre soin efficacement de ses intérêts;

4) L'auto-liquidation de la vieille «gauche radicale», résultat de choix erronés de ses groupes dirigeants, qui ont dilapidé un patrimoine qui, certes, n'était pas énorme mais qui était consistant, implanté et consensuel; cela a produit à gauche une désorientation diffuse qui a ouvert la voie à une force interclassiste comme le M5S;

5) La complicité des appareils syndicaux, qui ont accompagné les restructurations du système productif de la bourgeoisie: non seulement ils ont renoncé à construire une résistance sociale forte, mais c'est ce renoncement lui-même qui a favorisé les proces-

sus de fragmentation de l'unité de classe; 6) Le renforcement progressif d'idéologies xénophobes, et même racistes, dans de larges masses, en particulier des secteurs de la petite-bourgeoisie en difficulté (le cœur de la base sociale de la Lega et du M5S), mais aussi dans des secteurs non négligeables de la classe ouvrière. L'imbrication de ces facteurs, qui s'ajoutent à la récession de 2008, a créé le terrain où les options dites «populistes» ont pu se développer et apparaître comme une alternative crédible aux partis de l'austérité néolibérale, Forza Italia – le parti de Silvio Berlusconi – et le Parti démocrate, qui ont subi une débâcle électorale.

des intérêts du «peuple» et «de l'Italie». Le problème pour Mattarella est que cette tutelle pour le compte de la grande bourgeoisie était d'autant plus nécessaire qu'il existe une forte défiance par rapport à ce que ce gouvernement pourrait mettre en œuvre de confus et d'inédit, dans une situation économique particulièrement difficile en Italie et marquée, en Europe et dans le monde, par des contradictions persistantes et de nouveaux éléments de concurrence intercapitaliste. Ce qui préoccupe le patronat, ce ne sont pas les quelques mesures significatives que ce gouvernement pourrait prendre en faveur des classes populaires, mais les mul-

moyennes entreprises souffrent d'une augmentation de l'endettement général des entreprises, ce qui constitue un facteur de tension permanent, surtout si les taux d'intérêts devaient augmenter. C'est dans ces secteurs que se trouve surtout la base sociale de la Lega, mais aussi celle du M5S, et des résultats tangibles doivent être assez vite engrangés, car la crise durable liée à la compétition internationale frappe aussi les petites et moyennes entreprises.

**LA LEGA EN POSITION DE FORCE**

Ce n'est pas par hasard que, lors de son assemblée, qui s'est tenue en février der-

Matteo Salvini (Lega) DR.



**LA CONFIANCE CONDITIONNELLE DE LA GRANDE BOURGEOISIE**

Le gouvernement a bénéficié dès sa naissance de la confiance conditionnelle de la grande bourgeoisie qui, grâce à l'action du Président de la République, Mattarella, a imposé la mise sous tutelle et la supervision des politiques économiques générales et le maintien de l'Italie au sein des politiques de l'Union Européenne (UE). L'action de Mattarella doit être fermement dénoncée: non seulement elle a été un coup de force anti-démocratique, mais aussi, en dernière analyse, une aide substantielle à la Lega et au M5S, qui ont pu se présenter comme des victimes des ingérences de l'UE, et des porte-drapeaux

tiples tensions que provoqueraient les réponses qu'il serait amené à donner aux attentes sociales très diverses suscitées par la propagande politique des deux forces gouvernementales. Sur le plan économique, ce qui préoccupe les institutions internationales du capitalisme est la croissance économique de l'UE et surtout celle, très faible, de l'Italie. Les pressions exercées pour la réduction de la dette italienne et, en conséquence, pour des restrictions budgétaires, pourraient peser lourdement sur la recherche des ressources nécessaires pour harmoniser des exigences diverses. Ceci d'autant plus que, à l'exception des grandes multinationales capables de disposer de ressources importantes, les petites et

nièr, le groupe dirigeant de la Confindustria (l'association patronale) et la grande bourgeoisie voyaient d'un bon œil le gouvernement du Parti démocrate sortant, qui leur avait fait d'importants cadeaux fiscaux et avait mis en œuvre les contre-réformes sur le travail, alors que sa base, c'est-à-dire la petite et moyenne bourgeoisie, a tourné ses regards vers la Lega en tant que référent politique. Par ailleurs, le gouvernement actuel, même s'il est composé en majorité de représentants du M5S, est politiquement à dominante Lega, et l'homme fort en est le



ministre de l'intérieur Salvini. Alors que les personnages du M5S sont inexpérimentés, les hommes de la Lega sont bien rodés à la gestion politique économique et institutionnelle. La Lega a été au gouvernement du pays pendant de longues années avec Forza Italia de Berlusconi et, surtout, elle gère depuis des années des régions importantes du Nord comme la Lombardie et la

ment de Dublin, la fermeté accrue sur la question des débarquements des migrants, la volonté de renforcer les accords avec les pays de transit, les centres de détention... n'ont suscité aucune protestation des dirigeants du M5S. Même la boutade de Salvini disant vouloir expulser 500 000 migrants n'a soulevé aucune objection. Déplacer une aussi grande quantité de personnes au-delà des frontières serait non seulement inhumain, mais aussi objectivement impossible, et Salvini le sait très bien. L'objectif est de s'opposer autant que possible, et plus que jamais, à l'obtention

joue un rôle irremplaçable de division des classes laborieuses et de soutien aux politiques d'exploitation.

### LA GAUCHE FACE À DEUX ADVERSAIRES

Pour les gauches politiques et sociales, la tâche s'annonce difficile, car elles doivent savoir s'adapter à cette situation nouvelle, mais aussi parce qu'il est clair que le nouveau gouvernement jouit aujourd'hui d'une attente positive de la part de secteurs sociaux significatifs, y compris de nombreux travailleurs; chacun d'eux espère que le «gouvernement nouveau» résoudra enfin ses problèmes spécifiques.

Les gauches lutte de classe doivent s'opposer à deux types d'adversaires différents, à deux composantes différentes du patronat: d'une part aux forces les plus significatives du grand capital financier et industriel et donc lutter contre les politiques d'austérité de l'Union européenne, de l'autre, aux forces réactionnaires et xénophobes, mais aussi néolibérales, de la petite et moyenne bourgeoisie et à leurs propensions souverainistes et nationalistes, représentées au gouvernement.

Pour y parvenir, les gauches de classe ne doivent céder ni à des illusions politiques faciles mais trompeuses, ni à des raccourcis électoralistes, mais s'engager à fond dans le conflit social dont la priorité absolue n'est pas liée à un choix «idéologique» mais à la prise en compte du fait que c'est seulement si les rapports de forces entre les exploités et les exploités commencent à s'inverser sur les lieux de travail que des scénarios politiques plus avancés seront possibles.

Dans le regroupement politique constitué aux élections avec Potere al Popolo, qui cherche aujourd'hui à construire une opposition sociale, se mène une discussion approfondie entre ceux qui veulent créer rapidement un parti assez centralisé et vertical dans son mode d'organisation, et ceux qui estiment prioritaire la construction d'un vaste mouvement de lutte politique et sociale, large et pluriel, capable d'impliquer beaucoup de forces politiques, sociales et syndicales, incluant des secteurs toujours plus étendus permettant une réelle action de masse.

Plus que jamais, la construction d'un tel front social, d'une opposition claire et nette à ce gouvernement, sera la tâche fondamentale dans la prochaine période. □

*1 La Lega (Ligue) était connue auparavant sous le nom de Ligue du Nord. Le changement de dénomination correspond à la volonté du parti d'extrême droite de se présenter comme un parti national (NDLR).*

*2 Il s'agit dans les années récentes du Parti démocrate de Matteo Renzi, issu lui-même du Parti communiste italien (NDLR).*



Vénétie (et aussi, plus récemment, le Piémont). La Lombardie est non seulement la région la plus peuplée mais aussi la plus développée du point de vue économique et productif, et c'est aussi le cœur financier du pays.

### DISCOURS ANTI-MIGRANTS ET EXPLOITATION RENFORCÉE

La question de l'immigration demande une attention particulière. La Lega a construit ses succès politiques sur un discours anti-migrants, xénophobe, raciste et, depuis quelques années, nationaliste. Ce discours est aussi celui d'une grande partie de l'électorat du M5S, ce qui a renforcé la base idéologique rendant possible un accord de gouvernement, même si celui-ci bute sur plusieurs contradictions (dont la nécessité pour le M5S de donner des réponses concrètes urgentes aux chômeurs et aux travailleurs du Sud, qui ont massivement voté pour lui). Sauf pour une partie marginale du groupe dirigeant du M5S, il n'y a pas de substantielles divergences de vues entre les deux partis: le «non» du gouvernement italien à la modification du règle-

de permis de séjour et de droits civiques pour des centaines de milliers de migrants. Ceci afin de limiter leur capacité de lutte et d'union avec les secteurs autochtones des classes laborieuses.

A la suite du tragique homicide de Somalia Sacko, syndicaliste malien, organisateur des journaliers de la plaine de Gioia Tauro en Calabre, une manifestation déterminée et radicale des travailleurs immigrés a démontré que ce secteur de la classe est combatif et résolu. Ses luttes, allant des usines aux entrepôts de matériel et à la campagne, du Nord au Sud, peuvent être un facteur de mise en mouvement de secteurs de travailleuses et de travailleurs et d'unification de classe.

Outre le fait de rendre plus complexe la lutte des classes d'un point de vue patronal, cette situation pourrait aussi faire des dégâts dans le secteur particulier de l'agriculture où beaucoup de petits patrons soutiennent la Lega. En effet, ce secteur a besoin, parce qu'il est soumis à d'énormes pressions concurrentielles, d'une force de travail précaire et à sa merci. Le racisme

MARIE-LAURE DUFRESNE-CASTETS :

# «Le droit du travail est une course-poursuite éternelle. Mais on ne s'avouera pas vaincu»

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE LEFÈVRE

*Avocate en droit du travail, de salariés et de syndicats exclusivement, Marie-Laure Dufresne-Castets nous a parlé de ses combats aux côtés des équipes militantes contre leurs employeurs qui les exploitent et répriment leurs luttes en utilisant les institutions et le droit. Elle a défendu les Moulinex, les Contis, les PSA. Elle raconte ces combats et bien d'autres encore dans son livre, Un Monde à gagner, la lutte des classes au tribunal.*

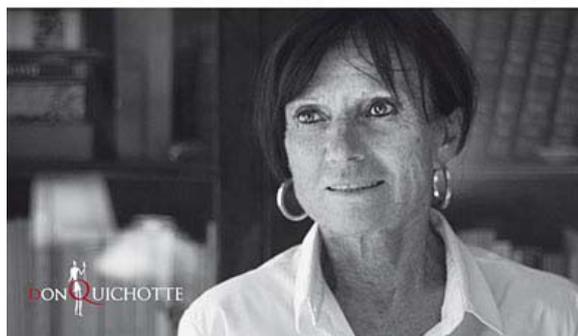
**Quand on lit votre livre, on a un aperçu de la façon dont le droit est utilisé par le patronat à son profit, et de la difficulté pour les opprimés à obtenir gain de cause face à l'action coordonnée des patrons, de la police et de la justice... Il y a une vraie violence des oppresseurs qui s'abat via les institutions. Comment la combattre? Avez-vous obtenu des condamnations marquantes de patrons voyous?**

C'est une vaste question. Qui peut être abordée par bien des biais. «Patrons voyous» est une expression un peu galvaudée et qui ne me plaît qu'à moitié. Parce que ce sont des patrons tout simplement. Et ils sont dans leur rôle de patrons et le rôle des patrons est d'exploiter les travailleurs pour faire du profit. Je n'ai pas besoin d'accoler le terme de voyous. En réalité, la question de ces liens ou, sans même qu'il n'y ait de liens, de cette harmonie entre la justice, la police et les employeurs dans leur manière de procéder et dans la course à certains résultats, provient du fait que les institutions sont le reflet du rapport de forces politique dans lequel on vit. La police est une institution d'exécutants. Et la justice l'est bien souvent aussi. Car même si, en principe, les magistrats sont indépendants, on sait en

**MARIE-LAURE  
DUFRESNE-CASTETS**

## UN MONDE À GAGNER

La lutte des classes au tribunal



Marie-Laure Dufresne-Castets  
*Un Monde à gagner, la lutte des classes au tribunal,*  
Don Quichotte éditions, 2017, 283 pages, 18,90 euros.

réalité que leur indépendance d'esprit, sans qu'il soit besoin de les payer ni de leur faire un chantage explicite, n'est pas

ce qui les caractérise. Les magistrats sont vraiment dans l'air du temps. Il m'est souvent arrivé de me demander pourquoi les magistrats étaient aussi conformistes. Et c'est probablement, en partie, parce qu'ils sont écrasés par leur charge. Être magistrat, c'est quand même un métier particulier. C'est un métier dans lequel on dit tout le temps la vérité. Car quand une décision est définitive, c'est la vérité et la vérité judiciaire s'impose. Passer son temps à dire la vérité, ça peut déformer l'esprit. Et ça peut être aussi un peu accablant psychologiquement. Pour échapper à ce poids de leur rôle social, ils se réfugient dans le conformisme.

**Dans votre livre, vous parlez de l'utilisation de la voie pénale par le patronat pour réprimer les contestations sociales comme d'un phénomène «récent», apparu dans les années 1980 chez Renault par exemple?**

Effectivement chez Renault, c'est dans les années 1980 que, pour la première fois, l'employeur poursuit des syndicalistes au pénal. Avant, ce n'était pas fréquent. Le virage c'est la fermeture de l'île Seguin.

### **Observez-vous ces dernières années un renforcement de la criminalisation de l'action syndicale ?**

Oui, les patrons vont beaucoup plus facilement au pénal. Et comme ils ont appris qu'ils étaient bien reçus, ça les encourage à y aller plus. Récemment, on a eu des exemples très parlants chez PSA. En réalité, les patrons vont au pénal et procèdent à des licenciements pour faits de grève lorsqu'ils savent qu'ils vont faire des mauvais coups. Chez PSA, ils savaient qu'ils allaient supprimer 2200 postes. Ils savaient qu'ils allaient faire cette fameuse rupture conventionnelle collective. Il fallait prévenir le syndicat qui bouge, la CGT, qu'il n'avait pas intérêt à bouger. On s'est retrouvé, rien qu'à Poissy, avec 10 poursuites pénales dans un temps très court. De cette façon, ils ont donné un avertissement à tous les autres.

### **En ce moment vous défendez Farid Borsali de la CGT PSA Poissy, condamné en première instance à 6 mois de prison avec sursis et à 2 600 euros pour des accusations de violence à l'encontre d'un cadre de l'usine. Que pouvez-vous nous dire de ce procès ?**

Nous devons passer devant la cour d'appel au mois de mai. L'affaire a été renvoyée au 19 décembre. C'est important de le faire savoir car il y a eu une belle mobilisation le 23 mai<sup>1</sup> et il en faudra à nouveau une belle en décembre. Ce qu'il faut dire, c'est que Farid a été condamné à 6 mois de prison avec sursis. Ce n'est pas une peccadille. Et on verra devant les juges d'appel comment ça se passera. Le président de la cour d'appel m'a écrit qu'il voulait que le procès soit plaidé dans des conditions de sérénité maximale et conformément aux principes les plus élémentaires du droit du travail ! Alors qu'on est au pénal. C'est un lapsus sûrement mais c'est amusant...

Pour Farid, c'est assez grave. C'est tout de même de la prison avec sursis. Pour l'instant, la condamnation n'existe pas car il y a un appel. Il a néanmoins été condamné en première instance pour des faits qu'il n'a pas commis. S'il venait à être condamné définitivement, la direction de Peugeot pourrait inventer d'autres faits et alors, s'il est poursuivi

pour des faits similaires, là il pourra se retrouver en prison. Un syndicaliste peut se retrouver en prison alors qu'il n'a commis aucun fait répréhensible. C'est grave. C'est grave pour lui et c'est aussi socialement grave.

### **Comment pensez-vous l'articulation entre la lutte sur le plan juridique et les mobilisations ? Comment peuvent-elles se renforcer l'une l'autre ?**

C'est une question qu'on se pose tout le temps car traditionnellement, dans les syndicats, on dit que le juridique ça ne vaut rien et que tout est dans le rapport de forces. Dit comme ça, c'est un peu stupide. Et d'ailleurs, les syndicats viennent nous demander du juridique. Le fait est que l'action judiciaire sans mobilisation ne sert pas à grand-chose. Si les personnes ne se sont pas emparées elles-mêmes de leur propre défense, l'action judiciaire tombe à l'eau. Je me souviens, il y a assez longtemps, avoir fait annuler un plan social. Mais ça n'a servi à rien. Il n'y avait aucune mobilisation. C'était une belle victoire judiciaire. On était content au cabinet mais ensuite les patrons ont recommencé un plan et ont fait ce qu'ils ont voulu.

### **A l'inverse, vous avez obtenu des victoires grâce à la mobilisation ?**

Oui, y compris en matière pénale. Ceux que je défendais ont néanmoins été condamnés car les syndicalistes sont la plupart du temps quand même condamnés. Mais à des peines symboliques. Alors qu'au départ, ils étaient condamnés à des peines sérieuses, comme de la prison avec sursis, ce qui est une peine lourde, quoiqu'en pensent les magistrats. Je pense par exemple aux salariés de Continental qui avaient été condamnés en première instance à de la prison avec sursis et qui ont eu des peines d'amende assez peu élevées en appel [Ils étaient notamment accusés de dégradations contre la sous-préfecture de Compiègne]. La mobilisation, le courant de sympathie suscité par leur lutte, ont été décisifs pour obtenir ces peines symboliques.

### **Il vous arrive d'utiliser la mise en scène propre au tribunal au profit des opprimés qui n'y ont leur place que sur le banc des accusés ? Je pense à l'exemple de Ghislaine Joachim-Arnaud que vous évoquez dans votre livre<sup>2</sup>.**

Oui. Il est vrai que le tribunal peut être une tribune. Parfois ça l'est, lorsqu'on a des militants solides. C'est ce qu'il s'est passé avec Ghislaine Joachim-Arnaud. C'est une personne d'une grande valeur. Quand on la voit s'avancer devant le tribunal, on est rassuré pour elle. Cependant elle a été condamnée en première instance et n'a été relaxée qu'en appel. Le tribunal dans ce procès, c'était une scène très illustrative du rapport qui existe aux Antilles parce qu'on avait un tribunal de blancs face à une salle de noirs. C'était assez impressionnant.

### **En prenant l'exemple de l'affaire des Cinq de Renault Le Mans, réintégré sur décision de justice après des licenciements nuls pour de fausses fautes lourdes pendant une grève, vous écrivez : « Avec un peu de travail et de ténacité, la grève, la meilleure arme du syndicalisme, a été confortée dans sa légitimité ». Quelle énergie observez-vous chez les patrons à combattre cette liberté fondamentale que constitue le droit de grève ?**

Pour l'instant ils n'ont pas encore beaucoup touché à la loi sauf dans les transports. Mais tout de même, l'énergie à combattre la grève est très grande. J'ai l'exemple de Servair, chez qui, à une époque, on leur en a passé le goût. La CGT est un syndicat fort chez Servair et il y avait beaucoup de grèves. Ils avaient pris pour technique de licencier un syndicaliste par trimestre ou deux par semestre. Et c'est à coup de réintégrations sur décision de justice qu'ils ont cessé de procéder ainsi. Mais l'énergie à combattre la grève des patrons fait que ça nous demande beaucoup d'énergie, à nous aussi, pour combattre les méthodes patronales dans ces cas-là.

### **La destruction du code du travail n'est pas nouvelle mais s'est accentuée ces dernières années sous Hollande puis Macron. Quel est l'impact des réformes successives du droit du travail sur votre quotidien et celui des salariés que vous défendez ? Par exemple, y a-t-il des batailles juridiques que vous avez gagnées et qu'il ne serait plus possible de remporter aujourd'hui ?**

Oui c'est vrai. L'évolution du droit du travail n'est pas favorable du tout. Ce n'est pas un scoop. Et c'est bien de souligner que ce n'est pas nouveau. Ça ne date pas de Macron. Ça fait des années que le droit du travail est défait. Entre les so-

cialistes et la droite, ça a été une œuvre commune. L'impact que ça a eu c'est que sur le plan prud'homal, le nombre d'affaires a considérablement baissé. Ce n'est pas uniquement l'impact de la modification des règles mais aussi la création de la rupture conventionnelle qui a eu une grosse incidence car elle a été très utilisée. Et comme on a habitué les gens à la précarité, la rupture conventionnelle a fleuri partout.

Sinon l'impact, c'est aussi qu'il faut qu'on prenne les dossiers autrement. La particularité du droit du travail, c'est que c'est une « technique réversible ». C'est une expression de Gérard Lyon-Caen<sup>3</sup>. Il faut utiliser la réversibilité du droit. Certes, ils nous compliquent sans cesse la tâche mais d'une certaine manière le droit du travail est une course poursuite. Les employeurs récupèrent les institutions du droit du travail faites pour les salariés et nous on se bat contre eux. C'est une course-poursuite éternelle. Mais on ne s'avouera pas vaincu.

**Vous dénoncez dans votre livre un langage patronal repris par les tribunaux pour déconstruire les garanties conquises par les luttes sociales, par exemple la « compétitivité » qui sert à légitimer des licenciements économiques ou des accords de chantage à l'emploi; que pouvez-vous nous dire du développement de ce type d'accords?**

Il n'y en a pas eu tant que ça. En fait ça a été plutôt un échec selon le Ministère du travail. Mais ceux qui sont passés ont fait mal. D'ailleurs avec ces accords, les juges montrent à quel point ils sont dans l'air du temps. C'est un bon exemple. Personne ne sait ce que c'est, la compétitivité. Personne ne sait jusqu'à quel degré de suppression des droits il faut aller pour que les salariés soient compétitifs. Est-ce qu'il faut être au point des salariés chinois qui dorment au dessus de leur atelier? Est-ce qu'on les trouvera alors compétitifs ou est-ce qu'on ira encore plus loin? Je ne plaisante pas. On observe un recul constant. Et dans cette affaire, les juges sont allés loin. Ils sont même allés contre la doctrine. De nombreux univer-



Farid Borsali, secrétaire de la CGT PSA Poissy, Photothèque rouge/Milo.

sitaires ont critiqué ces accords de maintien de l'emploi (AME). Et on sait que la plupart des AME ont été violés. Chez Continental, en 2007, on signe un accord de maintien de l'emploi. Et en 2009 : fermeture du site. Chez Bosch ça a été la même chose. Et bien d'autres encore. Tout le monde sait que ces AME sont une duperie. Mais les magistrats continuent imperturbablement à les valider. Je plaide par exemple contre l'accord de compétitivité Renault. On vient de gagner pour 80 salariés devant un conseil de prud'hommes. Le conseil a dit que l'accord de compétitivité, accord de groupe, était moins favorable que les accords d'entreprise antérieurs. Or, à l'époque, comme c'était avant la loi El Khomri, l'accord de groupe ne prévalait pas sur les accords d'entreprise. Le conseil de prud'hommes a donc dit que cet accord était moins favorable que les accords d'entreprise antérieurs car il supprimait des avantages et ne maintenait pas l'emploi (c'était un accord de maintien de l'emploi qui n'a rien maintenu du tout puisqu'il y a eu 10 000 emplois supprimés). Cependant, par la suite, la cour d'appel de Douai a dit l'inverse. Donc on va continuer à se bagarrer sauf que maintenant l'enjeu est assez maigre car désormais Renault a

passé un nouvel accord de compétitivité de groupe qui va s'imposer. L'enjeu juridique est mince mais il y a un enjeu politique que la CGT veut discuter.

**Vous concluez votre livre sur l'espoir que « l'accentuation de l'activité des masses, notre capacité à créer une résistance à l'air du temps permettront de briser le cercle vicieux du fétichisme de la marchandise et la reproduction du capitalisme ». S'agit-il d'une invitation à s'organiser pour changer de système?**

Oui. Car s'il n'y a pas d'organisation, je pense que ça ne peut pas marcher. Il est vrai qu'aujourd'hui, la situation est complexe. Mais, oui vraiment, je pense que sans parti et sans organisation, on ne peut rien faire. Et si les travailleurs ne prennent pas conscience de leur force dès lors qu'ils s'organisent, alors effectivement c'est la victoire de la droite, comme on la voit aujourd'hui.

Ce qu'on observe, nous, au cabinet, de manière générale, c'est que là où il n'y a pas de militants politiques il ne se passe pas grand-chose. Les syndicats les plus solides sont ceux où il y a des militants politiques, que ce soit le PC, le NPA ou LO. De toute façon, sans substrat politique on ne va pas très loin. Ça peut mener au corporatisme. Il faut que les gens puissent voir un peu plus loin. □

1 Plus de 300 personnes se sont rassemblées le 23 mai devant le tribunal de Versailles contre la répression syndicale.

2 En 2010, Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM, a été convoquée à comparaître devant le Tribunal correctionnel de Fort de France pour « provocation et incitation à la haine raciale » contre... les békés ! Il lui était reproché d'avoir repris lors d'un passage à la télévision le slogan scandé durant trente-huit jours par les manifestants du mouvement de février-mars 2009 « La Martinique est à nous, la Martinique ce n'est pas à eux. Une bande de békés voleurs, profiteurs ; nous allons les foutre dehors ». L'histoire de ce procès est racontée dans le livre de Marie-Laure Dufresne-Castets.

3 Le droit du travail, une technique réversible, Dalloz, 1997. Gérard Lyon-Caen (1919-2004), professeur de droit de Paris 1 spécialisé dans le droit social, se prononçait pour un droit du travail fort, protecteur des salariés. En janvier 1951, dans la revue Droit ouvrier, il donnait cette définition du droit du travail : « Le droit du travail est l'ensemble des règles qui régissent : 1° l'exploitation du travail humain en régime capitaliste ; 2° les instruments de la lutte ouvrière contre cette exploitation ; 3° les résultats de cette lutte, c'est-à-dire les modifications incessantes subies par le régime d'exploitation lui-même. » (« Les fondements historiques et rationnels du droit du travail »).

IRLANDE, ARGENTINE

## Deux victoires contre le patriarcat et l'Eglise

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA



Dans la nuit du 13 au 14 juin, sur la place des Deux congrès à Buenos Aires, la mobilisation des très jeunes filles. DR.

Le 26 mai en Irlande, 66,4% des votant-e-s ont défié la campagne obscurantiste de l'Eglise catholique et des groupes « pro-vie », en décidant que la vie du fœtus ne prime pas sur celle de la mère. Les Irlandaises pourront désormais décider si et quand elles veulent avoir un enfant.

Le 14 juin en Argentine, la Chambre des députés s'est prononcée par 129 voix contre 125 en faveur de la légalisation de l'avortement. En août, si le projet de loi est approuvé par le Sénat, l'Argentine deviendra avec Cuba et l'Uruguay le troisième pays d'Amérique latine et de la Caraïbe où les femmes bénéficieront d'un accès libre et gratuit à l'IVG. Selon l'OMS, l'avortement clandestin est la principale cause de mortalité féminine sur le continent. Si la loi est adoptée, le nombre de femmes pouvant avorter librement en Amérique latine passera de 3% à 10%.

Ces deux victoires ont un élément en commun : l'une et l'autre sont le produit d'un très profond mouvement de femmes auto-organisées.

En Irlande, la campagne s'est nourrie de l'expérience de celle d'il y a deux ans, lorsque les voix des Irlandais de l'étranger avaient été décisives pour l'approbation du mariage homosexuel. Sur cette base, des milliers d'hommes et de femmes se sont organisés afin de convaincre les exilés de venir voter en Irlande. Des associations telles que l'Abortion Rights Campaign (Campagne pour le droit à l'avortement) et Rosa, Reproductive Rights

Against Oppression, Sexism and Austerity (les Droits reproductifs contre l'oppression, le sexisme et l'austérité) ont été d'importants cadres d'auto-organisation. Il faut enfin également noter la participation des femmes de plus de 60 ans qui sont descendues dans la rue en défense du « oui », en témoignant de leurs expériences d'avortements clandestins et d'accouchements contraints.

En Argentine, le processus a eu des caractéristiques différentes. Si le projet élaboré il y a dix ans par le mouvement féministe a finalement été présenté au Parlement, c'est parce que cela a été imposé par un tsunami de foulards verts. #Niunamenos, l'organisation qui milite contre les violences envers les femmes, en a pris la tête en affirmant « Pas une seule en moins pour un avortement clandestin ». Après avoir organisé la gigantesque manifestation du 8 mars, les organisations féministes ont suivi l'exemple des Mères de la place de Mai en convoquant chaque semaine des « Mardis verts » devant le Congrès – une initiative qui se poursuivra jusqu'à l'adoption définitive de la loi.

Mais l'élément distinctif le plus notable a été l'irruption dans la mobilisation des jeunes adolescentes qui commencent leurs études secondaires. Soutenues par leurs camarades garçons, elles ont occupé les écoles et manifesté en masse au cri de « S'il n'y a pas de loi, tout va péter ». Avec leurs sœurs plus âgées et leurs mères, elles ont campé par dizaines de milliers

devant la place des Deux congrès dans la nuit du 13 au 14 juin, la plus froide de cet hiver austral, pour y suivre le débat parlementaire autour de braseros improvisés. Selon la BBC, un million de femmes se sont relayées au sein du rassemblement au cours des 23 heures de débat. Le 14 juin au matin, des centaines de milliers de voix ont lancé un cri de triomphe à l'annonce du résultat.

L'impact de cette victoire a été ressenti sur tout le continent, où les femmes l'ont fêtée comme si elle était la leur. « Aujourd'hui l'Argentine, demain le Pérou », disait l'affiche de l'association « Stoppons le harcèlement de rue » qui appelait à une mobilisation « pour le droit à décider sur nos corps et nos vies ». « Si l'Argentine peut, le Brésil peut aussi », lisait-on sur l'affiche de l'Articulation des femmes brésiliennes, reprenant le foulard vert de la campagne menée en Argentine. Au Venezuela, les collectifs féministes se sont rassemblés devant le Palais législatif afin de remettre à l'Assemblée nationale constituante une proposition de légalisation de l'avortement et de reconnaissance des droits sexuels et reproductifs. Au Chili, où l'ancienne présidente Bachelet avait abrogé l'interdiction totale de l'IVG imposée par Pinochet, un projet de loi est en cours de préparation pour avancer vers la dépénalisation. La féministe chilienne Gloria Maira a déclaré : « Ce qui s'est passé en Argentine nous aide à renforcer la conscience sociale que seule la mobilisation nous aidera à conquérir nos droits. » □